

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2831 - LUNDI 6 FÉVRIER 2017

## MESSE À SAINTE-ANNE

Pietro Parolin  
prêche l'amour,  
le partage et  
le sacrifice

Au terme de son séjour à Brazzaville ponctué par plusieurs activités et rencontres au plus haut sommet de l'Etat, son Eminence, le Cardinal Pietro Parolin a célébré samedi, en la Basilique Sainte-Anne, une messe solennelle au cours de laquelle il a prêché, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, les valeurs d'amour, de partage et de sacrifice pour l'intérêt du peuple congo-

lais. « Le monde, dit le Pape François, a besoin de miséricorde. Votre pays béni avec les ressources naturelles et humaines inouïes a besoin d'amour (...). Il ne s'agit donc pas de donner le surplus, mais de donner ce qui plaît à soi-même. Car le véritable amour enseigné par le Christ consiste à résister à la tentation de l'indifférence et de l'égoïsme », a enseigné le secrétaire d'Etat de sa Sainteté Pape François. [Page 16](#)



## ANGOLA

## José Eduardo dos Santos officialise son retrait à la tête du pays



Le président angolais, José Eduardo dos Santos, a officiellement réaffirmé vendredi son retrait à la tête du pays qu'il dirige depuis trente-sept ans, lors des élections générales prévues en août prochain. Agé de 74 ans, le chef de l'Etat

angolais également président du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) a désigné son ministre de la Défense et vice-président du parti, le général Joao Lourenço (62 ans) pour lui succéder à la tête du pays. [Page 7](#)

## DIPLOMATIE

## Seize ambassadeurs rappelés

Plus d'une année déjà passée à la tête de la diplomatie congolaise, Jean Claude Gakosso semble avoir pris la mesure des choses. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger a, à travers une note de service datée du 25 janvier, informé seize ambassadeurs en poste à l'étranger de la fin de leur mission et leur rappel au pays.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un mouvement diplomatique dont le principal but est de redynamiser l'action des missions congolaises à l'étranger. La vision a pour crédo, indique les Affaires étrangères, de professionnaliser ce domaine considéré comme un pilier de la mobilisation des investissements étrangers en faveur du pays.

[Page 7](#)

Jean Claude Gakosso

## SANTÉ PUBLIQUE

## Des améliorations enregistrées dans la qualité des services de soins

Deux ans après sa mise en œuvre, le deuxième volet du Programme de développement des services de santé (PDDS II) révèle une amélioration des indicateurs de la qualité des services dans les centres de santé et hôpitaux du Congo. Lors d'une évaluation dudit programme faite vendredi par le ministère de la Santé, la Banque mondiale (BM) dont la représentation vient en appui de ce programme a salué ces avancées, en dépit des points noirs caractérisés par la faiblesse de l'offre de santé due à l'insuffisance de médicaments génériques abordables et la pénurie des vaccins et des trousseaux de dépistage du VIH. « Les résultats de santé se sont améliorés en République du Congo mais les défis restent importants », a déclaré le représentant résidant de la BM, Djibrilla Issa. [Page 5](#)

## ÉDITORIAL

## Tout est bien ...

[Page 2](#)

## ÉDITORIAL

## Tout est bien...

C'est par une messe solennelle en la Basilique Sainte-Anne du Congo, au cœur de Brazzaville, que le Cardinal Pietro Parolin a terminé, samedi 4 février, sa visite de quatre jours en terre congolaise. Au cours de celle-ci, le secrétaire d'Etat de sa Sainteté le Pape François a échangé avec les plus hautes autorités du pays sur les relations nouées depuis quarante-ans entre l'Église catholique et la République du Congo. Des relations renforcées par la signature d'un accord-cadre traitant de la liberté religieuse et de la collaboration entre l'Église et l'Etat.

En marge de son agenda officiel, plutôt chargé, le Cardinal Pietro Parolin a surtout travaillé avec la presse. Pour aborder entre autres sujets celui de la perception que l'Église doit avoir de la politique. Répondant à la question de savoir si l'Église peut faire la politique, sa réponse a été d'une clarté sans équivoque. La voici : « *Le Pape l'a dit clairement, l'Église peut faire, elle doit faire la politique, mais dans le sens général qui est la politique entendue comme contribution à la construction de la maison commune (la Nation Ndlr). Il y a, on le sait, une conception rigide de la laïcité selon laquelle les communautés religieuses n'ont rien à dire au niveau de la société, de l'opinion publique, que la religion est quelque chose que chacun doit vivre dans son cœur. Faire la politique pour l'Église ne consiste pas dans la vie militante partisane, car on vit la politique dans les partis, pas dans l'Église comme telle. Il y a des croyants, des fidèles qui sont dans les partis, mais l'Église ne peut pas entrer dans le jeu politique, car elle va diviser.* »

Et de se montrer pédagogue quand il lui a été demandé de s'adresser aux dirigeants et aux peuples du vaste ensemble régional constitué par le Bassin du Congo avec des pays confrontés à des crises diverses : « *On regarde toujours avec espoir la situation de ces pays, on sait en effet qu'il y a beaucoup de difficultés. C'est ainsi que les laïcs doivent s'engager davantage pour la protection de la dignité humaine, la réalisation de sociétés justes et solidaires dans le sens de la doctrine sociale de l'Église. Nous pensons que parmi les problèmes qui touchent les pays africains, il y a la justice à travers la répartition des ressources du pays. Elles doivent servir au bien-être de tous, il faut faire en sorte que tout le monde bénéficie de ces richesses.* »

Ce message de partage il l'a répété durant la messe évoquée plus haut. Le Cardinal Pietro Parolin a regagné son pays avec le sentiment d'une mission bien remplie. Tout est bien qui finit bien, pourrait-on dire.

Les Dépêches de Brazzaville

## VIE DES PARTIS

## Le club 2002- Pur juge positif son bilan de 15 ans

Le Club 2002, Parti pour l'Unité et la République a commémoré les 2 et 3 février à Brazzaville, les 15 ans de son existence. Bien que jeune, le parti se réjouit du bilan à mi-parcours et se félicite d'avoir atteint l'essentiel des objectifs.



Les membres du Conseil de surveillance du Club 2002-Pur lors de la conférence de presse (photo adiac)

Le Club 2002-Pur a été créé le 30 janvier 2002, sous forme d'une association politique. Pour célébrer l'évènement, le conseil de surveillance de cette formation politique affiliée à la majorité présidentielle a organisé quelques activités publiques, à la faveur desquelles, a été dressé le bilan à mi-chemin de son parcours politique. Lors des Universités du Club 2002-Pur marquant l'ouverture officielle des festivités, le secrétaire général du Club 2002-Pur, Juste Désiré Mondélé, qui a animé un panel sur le thème : « Evolution du Club 2002 : de l'Association au parti politique », a affirmé que le parti a atteint ses objectifs.

Le premier objectif selon Juste Désiré Mondélé est d'avoir rassemblé en 2002, les cadres congolais de l'étranger afin qu'ils participent eux aussi, directement à la reconstruction du pays, détruit par les événements

socio-politiques de 1997. « *Le Club 2002 est né en 2002, dans des circonstances particulières, car créé après les événements socio-politiques de 2017, dans le but de rassembler les cadres congolais de l'étranger* », a affirmé Juste Désiré Mondélé.

Dès sa création, en tant qu'association politique, a-t-il précisé, le Club 2002 Pur visait entre autres objectifs, de promouvoir la paix et l'unité nationale dans le pays; garantir les droits de l'homme et la bonne gouvernance ; promouvoir la transparence de la chose politique et les valeurs de justice mais aussi et surtout lutter contre les antivaleurs. Autres objectifs: soutenir les actions du président de la République, Denis Sassou N'Guesso dans tous ces combats politiques et de lui faire des propositions concrètes visant à pro-

mouvoir la bonne marche socio-politique et économique du pays.

Quinze ans après, le Club 2002-Pur a fini par se muer en parti politique. Le parti se satisfait de ce que, aujourd'hui, le grand nombre de ses objectifs sont atteints et se dit comblé pour ce progrès, même si de nombreux défis restent encore à relever. « *Le Club 2002-Pur a atteint l'essentiel de ses objectifs assignés depuis sa création. Ce qu'il faut vous dire, c'est que notre parti est une académie, une école de formation. En 15 ans, le Club a formé plusieurs cadres, et en terme de propositions, nous avons beaucoup contribué, c'est pour cela que nous pensons que son bilan est largement positif* », a renchéri Juste Désiré Mondélé.

Malgré ce parcours qu'il qualifie d'élogieux, le Club 2002-Pur garde le cap et tient à se structurer de mieux en mieux afin de préparer avec plus de sérénité, les différentes élections qui pointent à l'horizon.

Il continue à contribuer à la bonne marche du pays, tout en soutenant de manière indéfectible, les actions du président de la République Denis Sassou N'Guesso.

Rappelons que le Club 2002-Pur a été créé par Guy César Wilfrid N'Guesso. Il a pour idéologie politique, la démocratie chrétienne et est dirigé par un conseil de surveillance. Il dispose par ailleurs d'un conseil national de 405 membres.

Firmin Oyé

## VIE ASSOCIATIVE

## La section « Po na ekolo » de Madibou quitte la dynamique

Dans une déclaration datée du 03 février à Brazzaville, le président fédéral de « Po na ekolo » de Madibou, Siléay N'Kombo a annoncé la sortie de sa section de cette dynamique pour des raisons de convenance.<sup>2</sup>

« *Après le départ de la section de Bacongo et de Makélékélé de la dynamique citoyenne « Po na ekolo samu na bwala », c'est aujourd'hui le tour de la section de Madibou qui vous annonce sa démission pure et simple de ladite dynamique. Et en*

*ce qui me concerne, j'annonce aussi ma démission à la tête de sa fédération et à celle de la jeunesse de l'UMP ainsi qu'à toutes autres instances relevant de ces deux structures politiques* », a déclaré Siléay N'Kombo.

Et d'ajouter, « *Je continuerai sinon nous continuerons notre combat politique avec un mouvement ou un parti plus discipliné plus cohérent et plus dynamique pour accompagner le président de la République.* »

Evoquant les raisons de ce départ, le président fédéral de « Po na ekolo samu na bwala » de l'arrondissement huit Madibou a fait savoir, « *qu'au moment où nous prônons la rupture, la rigueur et la vérité dans ce pays, il est regrettable que certaines personnes qui accompagnent le chef de l'Etat puissent briller par des considérations rétrogrades du tribalisme et d'égoïsme. Des antivaleurs que nous avions ensemble combattues* », a-t-il indiqué.

Jean Jacques Koumba

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-**  
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
**ÉDITION DU SAMEDI :**  
Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mounbelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante : Sylvia Adhhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## TÉLÉPHONIE MOBILE

### MTN explique les avantages de ses récentes innovations

À la faveur d'une conférence de presse animée le 02 février à Brazzaville par trois orateurs parmi lesquels le directeur de marketing, Cheikh Thiandoume, la société de téléphonie mobile MTN a expliqué devant la presse les avantages des nouvelles innovations en cours d'exécution au niveau de cette société.

L'idée du jour a été de partager ces nouvelles marques mises sur le marché, la prospective et les perspectives du numérique au Congo. À cet effet, l'orateur est d'abord revenu sur les raisons de ces changements, notamment au plan financier en investissant la somme de cinq milliards FCFA pour la modernisation et l'extension de son réseau de distribution et le lancement de nouveaux services.

L'évolution majeure de cette année a expliqué Cheikh Thiandoume, c'est le lancement de la nouvelle carte Sim 4G TURBO au Congo. Au cours de ces deux dernières années a ajouté ce dernier, la société MTN a investi la somme de cinquante-sept milliards CFA pour l'amélioration de ses services à l'égard de ses clients. Ces changements se résument par la volonté de réduire la fracture numérique entre l'Europe et l'Afrique ; capitaliser le temps ; améliorer l'ensemble des services lancés par la catcher ; favoriser l'envoi des informations aux clients ou entre clients le plus rapidement possible ; développer les services de télévision avec la possibilité de donner une connectivité Internet, la possibilité à un abonné de savoir si la Sim qu'il a, peut supporter la catcher. Au-delà de celle-ci, MTN procédera les jours à venir au lancement d'une promotion en vue de baisser les prix des modems.

Le lancement de MTN global money, une des innovations phares spécialisées dans le transfert d'argent, le paiement des factures, améliore la vie des concitoyens en leur donnant la possibilité d'accéder à toutes les technologies. Enfin pour accompagner tous ces produits, MTN a déployé de nombreux points de contacts.

Jean-Jacques Koubemba

## ENVIRONNEMENT

### Le gouvernement invite à une bonne gestion des zones humides

Le monde entier célèbre le 2 février de chaque année la Journée des zones humides. A cette occasion, la ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement, Rosalie Matondo, a insisté sur l'utilisation rationnelle de cet écosystème.

« Bien gérées, les zones humides peuvent renforcer la résilience des communautés et les aider à se préparer aux catastrophes, à résister et à rebondir pour être plus fortes qu'avant », a déclaré mercredi la ministre de l'Environnement, Rosalie Matondo dans un message. Les zones humides sont des espaces couverts d'eau, soit temporairement, soit en permanence. Il en existe trois types : les zones à mangroves, les cours d'eau et plaines d'inondation et de tourbières. « Elles sont notre ligne de défense naturelle contre les catastrophes naturelles et peuvent atténuer les dommages causés par celles-ci », a estimé la ministre de l'Environnement.

Cette journée a été instaurée en 1971 à Ramsar (Iran) pour conserver et utiliser rationnellement les zones humides et leurs ressources. Le thème retenu pour cette 46<sup>e</sup> édition de la Journée mondiale : « les zones humides pour la prévention des risques de catastrophes ».

Le Congo a déjà inscrit 13 sites sur la liste Ramsar dite d'importance internationale pour une superficie



Rosalie Matondo (DR)

globale de 13,758,741 hectares, soit 40,6% de la superficie nationale. Il s'agit entre autres des sites des Rapides Congo- Djoué ; de la lagune de Loubetsi-Nyanga ; la lagune de Conkouati-Douli et du site des grands affluents de la zone de Mossaka-Loukolela.

Le Congo qui, ayant adhéré à la convention de Ramsar en juin 1998, souligne le gouvernement, a exprimé son engagement à œuvrer pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. « Nous saisissons cette occasion pour interpeller les agriculteurs, les pêcheurs,

les industriels, les ONG et d'autres acteurs pour qu'ils s'impliquent véritablement à relever les défis d'une bonne gestion de nos zones humides en les épargnant de toutes perturbations », a appelé Rosalie Matondo.

A l'intérieur du pays, les zones humides agissent comme des éponges naturelles, absorbant et stockant les eaux de pluie excédentaires et limitant les crues. En saison sèche, les zones humides libèrent l'eau stockée, retardent le déclenchement des sécheresses et réduisent les pénuries d'eau.

Fiacre Kombo

## LE FAIT DU JOUR

### A la décharge d'Etienne Tshisekedi

Avec le décès, le 1<sup>er</sup> février, d'Etienne Tshisekedi Wa Mulumba s'achève l'histoire d'un combat politique à la limite personifié, mené pendant quatre-cinq longues années par celui qu'on appelait aussi à Kinshasa, le sphinx de Limete, son quartier de résidence dans la bruyante capitale de la République démocratique du Congo. Ce combat il l'avait engagé dans le courant des années 1980, après s'être brouillé avec le président Mobutu, dont il fut ministre à partir de 1960-1961.

Avec des amis, il crée l'Udps (Union pour la démocratie et le progrès social) en 1982, bravant les interdits en quelque sorte, puisque le Zaïre (appellation de la République démocratique du Congo à l'époque), en régime monolithique, est sous la coupe du seul Mouvement po-

pulaire de la Révolution. Une formation politique qu'il fonde avec Mobutu et bien d'autres dirigeants en 1965.

Durant ses années d'opposition aux gouvernements qui se succèdent en RDC, Etienne Tshisekedi est réputé intraitable. On se rappelle son élection spectaculaire comme Premier ministre en 1992, pendant la Conférence nationale souveraine, poste auquel il fut nommé presque pour 48 heures (29 septembre-1er novembre 1991) par le Maréchal Mobutu avec qui il n'avait pas pu s'accorder ensuite. Il revient à la même place au moment où la santé du chef de l'Etat se détériore. Ce sera pour une semaine (2-9 avril 1997).

Dans sa propre arrière-cour, le sphinx de Limete est déroutant : difficile de la suivre en ligne droite d'autant qu'il a fait du rejet de ce

qui ne lui convient pas, ou ne lui plaît pas, la principale marque de fabrique de son action politique. Tour à tour, bien qu'ils font partie avec lui de l'Union sacrée de l'opposition radicale (Usor) ses amis choisissent de le laisser à son originalité inimitable : Kibassa Maliba, Faustin Birindwa, et d'autres encore composent avec le régime de Mobutu au moment des grandes incertitudes des années 1990 à 1997.

Etienne Tshisekedi ne rentre pas dans les rangs quand l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) à la tête de laquelle se trouve Laurent Désiré Kabila accède au pouvoir en 1997. Il ne prend pas son ticket pour occuper un poste de vice-président dans le régime qui se met en place en 2003, au terme des accords signés à San City (Afrique du Sud) par les partisans du président

Joseph Kabila (il succède à son père en 2001), et les principaux représentants des rébellions qui sévissent alors en RDC.

Non, non, et non, Etienne Tshisekedi avait beau être de caractère inflexible, il a aussi dit non à la lutte armée. Toujours privilégier le dialogue, et même préférer l'échec, voilà à peu près ce qu'il convient de porter au crédit du président de l'Udps. Il quitte la terre des hommes au moment où son pays peine à enfanter le bébé que tous les dirigeants attendent comme le messie ; ce compromis qui permettra la sortie de crise. A ses héritiers et mêmes ses détracteurs de savoir retirer de son charisme le suc nécessaire à la survie en RDC d'une ligne politique fondée sur le refus de la violence armée. A Dieu de lui pardonner ses erreurs !

Gankama N'Siah



**BVMAC**

La Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), société anonyme investie d'une mission de service public, à l'effet d'organiser, animer et gérer le Marché Financier de l'Afrique Centrale lance un appel à candidatures au niveau de la sous-région de la CEMAC pour le recrutement de son Directeur Général. Le lieu d'affectation est le siège de la BVMAC à Libreville. Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur dossier de candidature constitué d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae adressés au

### MISSIONS

- Assurer la mission d'organisation et d'animation
- Enrichir la cote par la mise en place de nouveaux compartiments.
- Assurer la gestion de la société dans un souci d'efficacité et de rentabilité.
- Développer de nouveaux produits financiers.
- Contribuer au développement du secteur financier de la sous-région.
- Le candidat devra justifier de :
- Une formation supérieure minimum BAC+5 et/ou MBA (en droit, finance

**Le Président du Conseil d'Administration**  
**Henri-Claude OYIMA**

BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE L'AFRIQUE CENTRALE  
349, Place de l'Indépendance - BP 2165  
Tél.: (+241 01) 77 48 45 / 764845 / 9900  
Libreville - GABON

### **AVIS DE RECRUTEMENT DU DIRECTEUR GENERAL**

Président du Conseil d'Administration de la BVMAC au plus tard le 15 février 2017 à l'adresse indiquée ci-dessous :

Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale  
349, Place de l'Indépendance  
BP 2165  
Libreville - Gabon

### PROFIL DU CANDIDAT

- et/ou administration des entreprises);
- Une expérience de dix (10) ans au moins, à un niveau managérial, dans une Bourse, une Société de Bourse ou, dans un département de gestion de titres d'un établissement bancaire, ou au sein de l'organe de gestion, de contrôle ou d'animation d'un marché financier de réputation internationale;
- Une bonne maîtrise de l'appel public à l'épargne et des transactions sur valeurs mobilières en particulier;
- Une connaissance du secteur financier de la CEMAC et une parfaite maîtrise de l'anglais seraient des atouts supplémentaires.

Le chemin le plus rapide entre  
**POINTE-NOIRE** et  
**BRAZZAVILLE** a  
désormais un nom :



**SÉCURITÉ**      **EFFICACITÉ**  
**CONFORT**

4 VOLS PAR JOUR  
À PARTIR DE 34 000 Francs HT



**06 945 70 04**   
**www.equafight.com** 

## SANTÉ

# Jacqueline Lydia Mikolo rassure les médecins finalistes et les nouveaux agrégés

« Nous avons obtenu de l'Etat que vous soyez recrutés après l'opération du nettoyage du fichier de la Fonction publique », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo, ministre de la Santé et de la population à l'endroit des 43 médecins finalistes de la Faculté des Sciences de la Santé avec lesquels elle a échangé le 3 février.

A en croire la ministre, ces médecins de la 33<sup>e</sup> promotion seront prioritairement envoyés à l'intérieur du pays où il y a un manque criard de médecins. Après deux ans d'expérience au moins, ceux qui voudraient se spécialiser obtiendront des bourses pour parfaire leur formation. « Nous avons choisi ce métier en connaissance de cause. Nous allons travailler de sorte que les résultats sur le terrain puissent satisfaire l'ensemble de la population sur toute l'étendue du territoire national », a expliqué le docteur Régis Samba, finaliste de ladite promotion.

Avant d'échanger avec les mé-



La ministre de la Santé et de la Population remettant un kit d'équipement. Crédit photo Adiac

decins finalistes, Jacqueline Lydia Mikolo a reçu les professeurs agrégés CAMES promus récemment. Spécialistes dans

divers domaines de la médecine, ils ont reçu quelques orientations de la ministre de la Santé et de la Population à propos des défis que le Congo doit relever en matière de santé. Le professeur, Alain Maxime Mouanga, qui s'est exprimé au nom des autres agrégés promus, a indiqué qu'ils sont prêts et disponibles à travailler d'arrache-pied pour satisfaire les besoins sanitaires des populations. Pour lier l'utile à l'agréable, la ministre de la Santé et de la Population a mis à la disposition des professeurs agrégés et médecins finalistes des kits d'équipement qui leur permettront de bien accomplir leur travail sur le terrain pour l'intérêt des populations.

Rominique Nerplat Makaya

## Le PDSS évalue ses performances à mi-parcours

En deux ans de mise en œuvre, le deuxième volet du Projet de Développement des Services de Santé (PDDS II) a activement participé à l'amélioration, entre autres, de la qualité des services de soins même si quelques faiblesses à corriger ont ponctué le parcours.

Dans son mot de circonstance, lors de l'évaluation à mi-parcours du PDDS II, le représentant résident de la Banque mondiale au Congo, Djibrilla Issa, a fait un constat appréciable du travail abattu depuis l'entrée en vigueur du projet en 2015. En dehors de l'amélioration de la qualité des services dans les centres de santé et hôpitaux, le PDDS II, a-t-il expliqué, a également amélioré, entre autres, la gouvernance et les performances de l'administration de la santé, révolutionné la manière dont les services de santé sont délivrés en République du Congo avec une ouverture sur le secteur privé.

Seulement, tout n'a pas été rose. « (...) Toutefois, on note une disparité entre cette amélioration des performances des administrations sanitaires et le taux d'utilisation des services de santé dans les établissements publics et privés », a-t-il fait savoir en présence de la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo.

À en croire Djibrilla Issa, la faiblesse de l'offre des services en général marquée par la disponibilité insuffisante des produits de médicaments génériques abordables et des consommables médicaux, la pénurie des vaccins et des trousseaux de dépistage du VIH, sont les points noirs ayant quelque peu amoindri les performances attendues. « Les résultats de santé se sont améliorés en République du Congo mais les défis restent importants », a déclaré le représentant résident de la Banque mondiale tout en renouvelant l'engagement de sa structure à poursuivre son appui financier et technique dans la mise en œuvre de ce projet et la réflexion globale pour améliorer les services de santé au Congo. « La Banque mondiale est disposée à renforcer l'harmonisation avec les partenaires pour permettre au ministère de la Santé d'atteindre les objectifs fixés et de relever les défis sur le plan sanitaire », a-t-il dit.

Pour sa part, la ministre de la Santé et de la Population a noté que le PDDS II a permis l'amélioration des indicateurs de santé et ses résultats sont plus ou moins satisfaisants. « Il faut élaborer une stratégie adaptée qui permettra de restructurer le projet afin de corriger les dysfonctionnements constatés », a indiqué Jacqueline Lydia Mikolo.

En rappel, le PDDS II est un projet dont l'un des objectifs est d'améliorer la qualité des services de soins pour la mère et l'enfant à travers le financement basé sur la performance. Ce projet a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale en décembre 2013. Il est cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale.

R.N.M.

## CANCER

### Le Congo se dotera bientôt d'un plan national de lutte contre la maladie



remise symbolique d'un kit de médicaments par les malades du cancer / crédit photo Adiac

La promulgation du projet portant création dudit plan ne saura tarder, selon le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, le Pr Donatien Moukassa. Il l'a fait savoir le 4 février, date de la célébration de la journée mondiale contre le cancer.

« Ce sera pour la première fois dans notre pays, que le plan national de lutte contre le cancer sera juridiquement et administrativement rendu officiel », à en croire le professeur Donatien Moukassa, qui répondait à un témoignage préoccupant d'une Congolaise, la trentaine révolue, ayant survécu de la maladie. L'annonce faite par le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la Population prouve bien la volonté de l'Etat à lutter efficacement contre le cancer, qui est

la deuxième cause de mortalité au monde. L'Organisation mondiale de la santé et ses partenaires ont décrété, sur trois ans 2016-2018, une campagne sur le thème : « Nous pouvons, je peux ».

Pour la célébration de la journée mondiale contre le cancer à Brazzaville, une série d'échanges a eu lieu, le 4 février au Centre hospitalier et universitaire (CHU). Les associations membres de l'Alliance des ligues francophone et malgache contre le cancer, opérant à Brazzaville, ont fait des exposés pour expliquer le sens du combat qu'elles mènent depuis des années dans la lutte contre cette maladie, sous plusieurs formes. Après quoi, Donatien Moukassa a reçu des mains du professeur Judith Nsonde Ma-

landa, un kit de médicaments pour soulager les malades. Ce kit a été mis à la disposition de la directrice générale du CHU, Gisèle Ambiero.

En rappel, le directeur de cabinet de la ministre de la Santé a souligné que de nombreux cancers peuvent être prévenus en évitant les facteurs de risque comme le tabagisme (20% de mortalité dans le monde et près de 70% de décès par cancer de poumon), l'alcoolisme, l'inactivité physique, l'alimentation saine. Un nombre significatif de cancer, selon lui, peuvent être soignés par la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie surtout s'ils sont détectés tôt. D'ou, le rappel du thème de la célébration « Nous pouvons, je peux ».

R.N.M.



# V<sup>E</sup> FORUM INTERNATIONAL AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

**Les nouveaux modèles de croissance inclusive en Afrique**  
16 ET 17 MARS 2017 - HYATT REGENCY, CASABLANCA



## CROIRE EN VOS FORCES

Inscrivez-vous sur  
[clubafriquedeveloppement.com](http://clubafriquedeveloppement.com)

### **Le rendez-vous incontournable en terre africaine pour vos opportunités de croissance**

Impulsé par une vision royale d'avant-garde, le Forum International Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank est aujourd'hui la plate-forme de référence de la communauté économique et politique engagée en Afrique. Depuis sa création, le Forum a réuni plus de 5500 opérateurs de 36 pays - dont 24 d'Afrique - et a généré plus de 13000 B to B ; offrant ainsi une dynamique concrète d'opportunités d'affaires et de développement sur le continent.

La 5<sup>e</sup> édition confère à ses participants :

- Un programme exclusif de rencontres thématiques de haut niveau - L'accès à la liste des participants à l'événement et la prise de rendez-vous B to B en ligne - La participation au Marché de l'Investissement - La mise en relation avec les responsables des banques du réseau africain du groupe Attijariwafa bank.



**Crédit du Congo**

## ANGOLA

## José Eduardo dos Santos ne briguera pas de nouveau mandat

Le président angolais, José Eduardo dos Santos, ne sera pas candidat à un nouveau mandat à la tête de son pays lors des élections générales prévues en août prochain a annoncé le 3 février la radio officielle.

Agé de 74 ans, le chef d'Etat Angolais, José Eduardo dos Santos, va céder sa place à la tête du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) à l'actuel ministre de la Défense, João Lourenço. Ce dernier a été choisi pour mener les listes de parti au pouvoir pour ce scrutin, un parti dont il est également le vice-président. « Le comité central du MPLA a approuvé le nom du candidat João Lourenço en tête de liste pour les élections du mois d'août », a déclaré le président José Eduardo dos Santos à l'ouverture d'une réunion du parti. Le MPLA est arrivé au pouvoir en 1975, lorsque l'Angola a acquis son indépendance du Portugal. Dos Santos a pris les rênes du pays, quatre ans plus tard, après la mort du chef historique du parti, Agostinho Neto.

A six mois du départ du président angolais, Zenaida Machado de l'ONG Human Rights Watch (HRW), a exhorté José Eduardo dos Santos à « en profiter pour corriger ses plus grandes erreurs. Par exemple : réviser les lois et décrets qui limitent la liberté d'expression ».

Yvette Reine Nzaba

## La présence du virus Zika se confirme dans le pays

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Angola, Hernando Agudelo, a annoncé le jeudi 2 février que deux nouveaux cas de Zika ont été diagnostiqués, confirmant ainsi la présence de ce virus transmis par le moustique dans ce pays.

Les personnes touchées par le virus sont une femme et son nouveau-né. « Il s'agit d'un bébé qui est né avec une microcéphalie. Le test de la mère s'est révélé positif au Zika (...). S'il existe déjà un cas de microcéphalie associé à Zika, cela signifie que le virus circule en Angola depuis plus de neuf mois », a indiqué Hernando Agudelo. Il a précisé que la mère et son bébé vivent dans la province du Bengo (nord), à 60 kilomètres de la capitale Luanda.

Hormis cette femme et son enfant, deux autres cas avaient été recensés par les autorités sanitaires angolaises ces derniers mois. Il s'agit d'un Français en transit en Angola qui est depuis rentré dans son pays, et d'un Angolais vivant dans la capitale.

Le virus Zika est à l'origine de problèmes neurologiques chez les adultes mais aussi de malformations congénitales comme la microcéphalie, observée chez les foetus et les bébés nés de mères infectées. C'est qui fait que depuis l'explosion de l'épidémie du virus en 2015, 73 pays sont touchés par l'épidémie, surtout en Amérique latine - en particulier au Brésil et dans les Caraïbes. Le virus peut se transmettre par la piqûre du moustique Aedes aegypti mais aussi par voie sexuelle.

En 2016, l'OMS avait décrété le virus Zika « urgence de santé publique de portée mondiale ». Mais en novembre dernier, il a finalement perdu ce statut, suscitant l'inquiétude des pays les plus touchés.

L'Angola fait partie des pays à risques en matière de fièvre jaune, de dengue ou de paludisme, également transmis par le moustique.

Nestor N'Gampoula

## NUISANCES SONORES

## La lutte demeure une préoccupation des autorités

La loi 003/91 contre les bruits de voisinage, codifiée aux articles 60 à 65 relatifs à la protection de l'environnement, reste une préoccupation majeure des Congolais selon les sondages d'opinion régulièrement effectués.

C'est pourquoi, le plan gouvernemental de lutte contre le bruit, élaboré à cet effet et relayé sur le terrain par les autorités municipales, met l'accent dans ce domaine d'une part sur le renforcement nécessaire des contrôles et des verbalisations et d'autre part sur un développement des réponses pénales aux infractions constatées. Ainsi, l'article 65 de ladite loi stipule qu'un arrêté du ministre chargé de l'Environnement pris en application de la présente loi établit les normes relatives au bruit.

Il s'agit des bruits dits « de comportement » ou « domestiques », c'est-à-dire les bruits, dans un lieu public ou privé générés par soi-même ou par l'intermédiaire d'autrui ou d'une chose ; de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par sa durée, sa répétition ou son intensité ; d'activité dont l'origine se trouve dans « une activité professionnelle ou une activité culturelle, sportive ou de loisir organisée de façon habituelle ou soumise à une autorisation, dès lors que leur niveau sonore excède le seuil d'émergence réglementaire autorisé, etc.

Toutes ces infractions constituent des contraventions. Le cas échéant, il pourra être fait application des dispositions de la loi en la matière afin de retenir le délit d'agression sonore susceptible de troubler la tranquillité d'autrui.

Plus largement, il convient de rappeler que les autorités municipales et préfectorales disposent de larges prérogatives afin de réglementer, par voie d'arrêté, les activités susceptibles de troubler la tranquillité publique, sur la base des articles 60-61-62-63-64- et 65 relatifs à la protection de l'environnement. Elles sont accompagnées dans cette mission par la police et la gendarmerie. Sauf disposition plus répressive, la violation des arrêtés ainsi pris est passible d'une amende prévue pour les contraventions (extrait du titre 11 sur les nuisances sonores du 23/4/1991).

Malheureusement, ces dispositions ne rencontrent pas l'assentiment de certains citoyens. C'est le cas dans presque tous les arrondissements de Brazzaville et le plus patent étant celui de Bacongo où l'Assemblée chrétienne kinoise (ACK) a saisi le tribunal administratif, parce qu'ils ne veulent pas se plier aux injonctions données par la mairie de Bacongo.

Guillaume Ondzé

## DIPLOMATIE

## Seize ambassadeurs rappelés au bercail

Plus d'une année déjà passée à la tête de la diplomatie congolaise, Jean Claude Gakosso semble avoir pris la mesure des choses. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger a, à travers une note de service du 25 janvier, informé seize ambassadeurs en poste à l'étranger de la fin de leur mission.

Cette mesure, portant également rappel de ces mêmes ambassadeurs au pays, s'inscrit dans le cadre d'un mouvement diplomatique dont le principal but est de redynamiser l'action des missions congolaises à l'étranger. Tant il est avéré que l'image d'Épinal des missions auprès des pays amis laisse souvent à désirer. A savoir qu'à la tête des ambassades, sont demeurés essentiellement parfois plus d'une décennie durant, des cadres issus pour la plupart du monde de la « politique politicienne » et, par ailleurs, ruinés d'être restés aussi longtemps en poste, s'ils ne sont pas admis à la retraite depuis des années.

A cet égard, Jean Claude Gakosso semble avoir pris le taureau par les cornes. La liste des ambassadeurs qui devraient cesser leurs fonctions, en attendant sans doute leur redéploiement pour ceux qui le méritent, se passe de commentaire.

Il s'agit de: Marie Thérèse Aveneka (Namibie); Valentin Olessongo (Maroc); Célestine Kouakoua (Guinée Equatoriale); Pierre Michel Nguimbi (Sénégal); Jean



Le ministre des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso

Marie Mowele (Nigéria); Jacques Yvon Ndolou (Allemagne); Luc Okio (Suisse); Raphaël Malonga (Egypte); Gabriel Entcha Ebia (Centrafrique); Jean Baptiste Ndzangué (Angola); Jean-Marie Adoua (Unesco); Félix Ngoma (Inde); Clovis Guillond (Russie); Pascal Onguambi (Cuba); Roger Julien Menga (Belgique) et Gisèle Bouanga Kalou (Cameroun). La note du 25 janvier relève, nous dit-on, d'une procédure ré-

gulière. Elle n'a rien d'une fermeture d'ambassades ou de missions diplomatiques comme évoqué par certains médias supposés en s'appuyant sur la fameuse crise économique actuelle.

« A la suite des réformes institutionnelles intervenues au Congo, le pays nourrit désormais de nouvelles ambitions pour son développement. Ceci suppose, entre autres, une diplomatie qui intègre l'évolution du monde », affirme une source proche du ministère des Affaires étrangères. Et de citer Denis Sassou N'Guesso. Dans son discours d'investiture, le président de la République avait souligné la nécessité d'engager « une diplomatie économique », afin d'attirer des investisseurs.

L'autre souci important, qui devrait désormais orienter les choix de la diplomatie congolaise, a-t-on appris, est celui de sa professionnalisation. Autour du ministre des Affaires étrangères, la vision semble se résumer par « la diplomatie aux diplomates ». Aussi, les nominations attendues du chef de l'Etat dans les tout prochains jours, aux postes d'ambassadeur restés vacants, devraient-elles faire une plus grande place (80%) aux diplomates de carrière; souci d'efficacité oblige.

Thierry Nougou

## LIBYE

## L'Union européenne veut mettre un terme au flux migratoire

A l'occasion d'un sommet de l'Union Européenne à Malte le 3 février, les Etats membres se sont accordés pour mettre un terme au flux migratoire passant par l'Italie.

Les chefs d'Etat de l'Union européenne veulent profiter de l'hiver pour fermer la route migratoire de la Méditerranée centrale, avant que les flux ne reprennent au printemps, quand la mer sera plus clémente.

A l'issue des travaux, les dirigeants de l'Union européenne se sont fixés dix priorités, principalement à l'encontre de la Libye, d'où partent 90% des migrants qui tentent de rejoindre l'Italie. Il s'agit de : briser le modèle économique des passeurs; sécuriser les frontières de ce pays ou encore assurer des conditions décentes aux migrants bloqués dans la région.

Autres résolutions : renforcer le rôle des garde-côtes libyens; aider les voisins de la Libye à fermer ses accès aux pays voisins; assurer des conditions décentes aux migrants bloqués dans la région et inciter les migrants économiques à retourner d'où ils viennent. « Nous intensifierons l'action que nous menons avec la Libye, qui est le principal pays de départ, ainsi qu'avec ses voisins d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne », est-il écrit dans la déclaration de Malte. L'Union européenne compte aussi s'appuyer sur les garde-côtes libyens



Une embarcation de fortune (DR)

pour empêcher les traversées. Des formations ont déjà commencé à leur être dispensées sur « les droits de l'homme, les droits maritimes, le traitement égalitaire des hommes et des femmes, ainsi que les techniques d'opération de recherche et de sauvetage en mer », a annoncé la Commission de l'UE.

De leur côté, les organisations internationales, (ONU et HCR), suivies par les ONG sont réservées sur le maintien des camps de transit des réfugiés en Libye.

« Conserver des camps en Libye, c'est maintenir les migrants dans des conditions inhumaines et les mettre encore plus en danger », a déploré Carlotta Sami, porte-parole du HCR. « Au lieu de proposer une vraie politique d'accueil des personnes qui arrivent sur le sol européen par des voies légales et

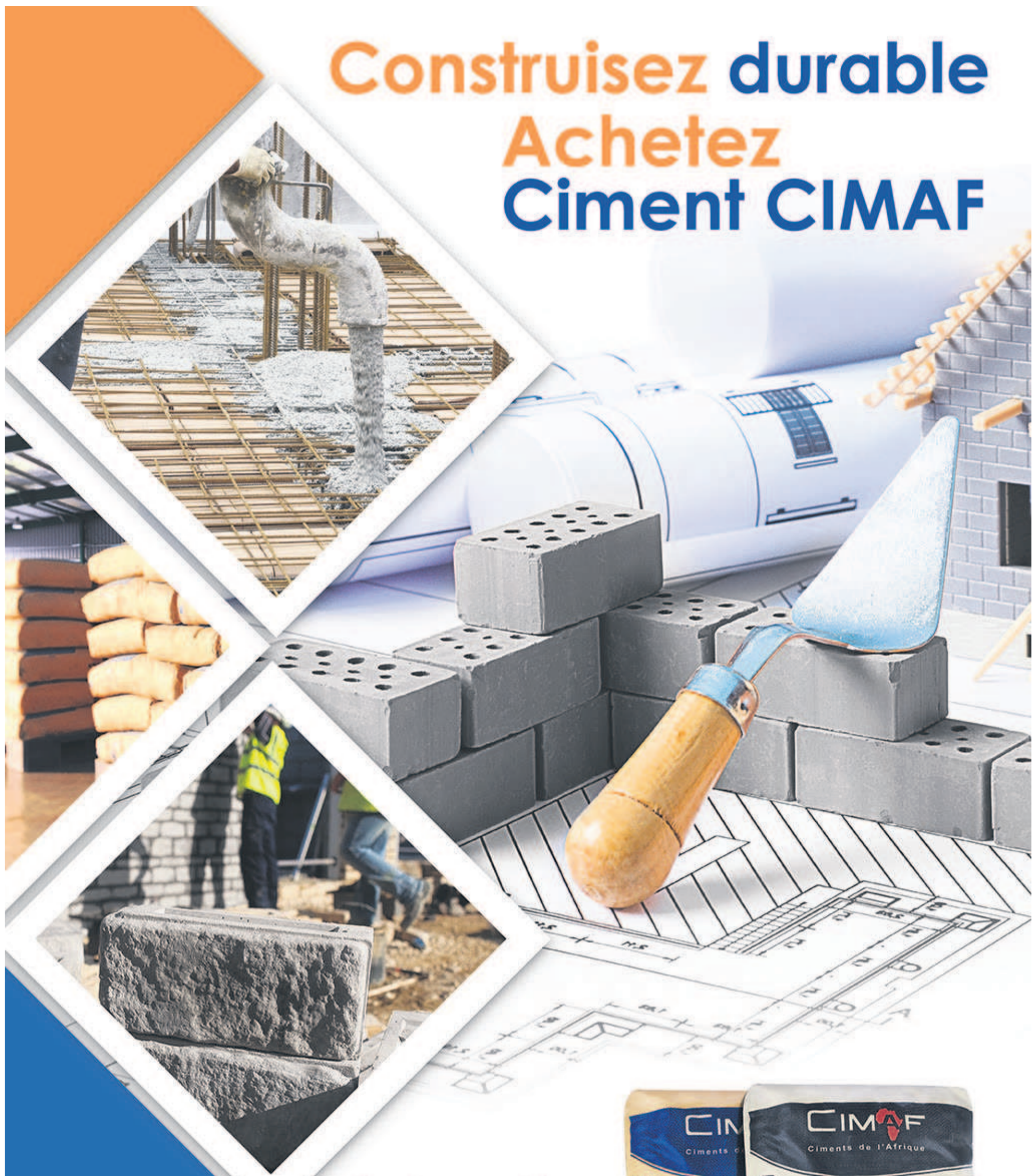
sécurisées, on renvoie vers leurs persécuteurs des personnes qui ont déjà été extrêmement éprouvées », s'est insurgée Françoise Sivignon, présidente de Médecins du monde. « Les témoignages de tortures, de violences à l'égard des personnes notamment dans les centres de rétention sont dramatiques. On renvoie donc ces personnes vers leurs oppresseurs au mépris des droits les plus élémentaires. Tout le monde sait que la situation en Libye est terrible, que c'est un pays d'une grande instabilité », a-t-elle ajouté. Signalons que plus de 1300 migrants ont été secourus vendredi au large de la Libye. L'an dernier, 180 000, essentiellement d'Afrique subsaharienne sont arrivés en Italie en passant par la Libye. Les pays de l'UE sont tous d'accord pour leur fermer la porte.

Y.R.Nz.

# Construisez durable

## Achetez

# Ciment CIMAF



- ◆ Livraison rapide
- ◆ SAV et conseil
- ◆ Disponibilité totale



La passion de la construction

Ciment de haute qualité  
produit au Congo pour l'Afrique

BRAZZAVILLE  
Avenue Jean-François Bongo, Les Dépêches de Brazzaville  
Tél. : 00 24 22 78 70

HINDA  
Avenue Joseph de Hinda, à côté du Camp de Danda

POINTE-NOIRE  
Avenue Ntoko Ntoko, Immeuble Les Dépêches de Brazzaville  
Tél. : 00 24 22 20 68





**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001 /MEPSA/2017  
RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE LA SELECTION DU PERSONNEL CLÉ DE L'UNITE DE  
COORDINATION DU PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DU SYTEME EDUCATIF (PRAASED))**



1. La République du Congo, a obtenu une avance de préparation pour le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et à l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un Cabinet, chargé de la sélection du personnel clé de l'Unité de Coordination du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED)

2. L'objectif principal de la mission est de recruter le personnel clé du projet à savoir : le Coordonnateur, le spécialiste en passation de marchés et le responsable administratif financier et comptable.

Les services attendus sont des services complets d'assistance au recrutement pour les postes clés de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) du PRAASED. Pour chacun des postes à pourvoir, il sera attendu du Cabinet, la réalisation des tâches suivantes: (i) Finalisation/mise à jour des fiches de postes et indicateurs de performance le cabinet devra s'inspirer pour chaque poste, des projets de terme de référence (TDRs) qui ont été préalablement rédigé et approuvés par le Gouvernement ;(ii) rédaction des annonces ; etc.

3. La durée de la mission est de deux (2) mois.

4. Les cabinets intéressés sont invités à manifester leur intérêt par écrit, par E-mail en produisant les informations indiquant qu'ils sont bien qualifiés pour effectuer les services demandés (brochures, descriptions des prestations similaires déjà réalisés, l'expérience applicable à la mission, etc. ...).

5. Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

6. Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de Sélection fondée sur la qualification du consultant (QC) conformément aux Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale (édition courante)

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention « Recrutement d'un cabinet pour la sélection du personnel clé du PRAASED » doivent être envoyées sous plis fermé ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 février 2017 à 16 h00 (heure locale):

8. Contact

Monsieur le Coordonnateur de l'unité fiduciaire du PRAASED

Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis

BP. 1420

Tél. (242) 06 835 00 41

E-mail : contact@cabcongo.com / omfnadin@gmail.com

Centre-ville/Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 02 février 2017**

**Le Coordonnateur de l'agence fiduciaire,**

**Yvon-Didier MIEHAKANDA**

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003 /MEPSA/2017  
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'EVALUATION DES CAPACITES DES DIRECTIONS  
DEPARTEMENTALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION (DDEPSA)  
ET DE LA GESTION MANAGERIALE DES DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX**

La République du Congo, a obtenu une avance de préparation pour le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et à l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant :

<<Recrutement d'un consultant individuel pour l'évaluation des capacités des Directions Départementales de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (DDEPSA) et de la gestion managériale des directeurs départementaux >>

I. Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'évaluer les directions départementales de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation (sur les plans organisationnel et fonctionnel) et les capacités managériales de leurs directeurs.

Spécifiquement il sera question de :

1-évaluer les capacités techniques, organisationnelles et fonctionnelles des directions départementales de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation

2-évaluer la gestion managériale des directeurs départementaux de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation en ce qui concerne entre autre leur leadership, leur gestion stratégique et organisationnelle, la gestion de l'équipe et de la communication.

II. Résultats attendus et livrables

Les résultats attendus sont :

- l'évaluation des capacités techniques, organisationnelles et fonctionnelles des directions départementales de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ;
- l'analyse des capacités managériales des directeurs départementaux est réalisée par rapport aux textes qui régissent l'action des DDEPSA ;
- l'analyse des actions menées par les DD ;
- l'identification des forces et faiblesses dans l'exercice de la fonction des DD ;
- la formulation des propositions de solutions concrètes ;
- des actions de renforcement des capacités des DDEPSA sont proposées ;
- le profil du DDEPSA et le type de management standards pour une gestion efficiente et décentralisée du système éducatif sont définis ;
- toutes autres approches concrètes de solutions sont proposées ;
- la Production d'un rapport d'évaluation intégrant un plan de renforcement des capacités des DDEPSA et de leurs Directeurs Départementaux ;

III Qualification du consultant

Le consultant devra :

- être titulaire d'un diplôme universitaire (au moins BAC + 5) en science de l'éducation

dans le domaine de l'évaluation institutionnelle ou d'analyse des capacités des structures/institutions du système éducatif ou tout autre domaines pertinents aux présents termes de références ;

- avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'analyse des capacités institutionnelles et managériales des structures/institution du système éducatif ;
- avoir mené au moins trois missions d'étude ou d'évaluation ou autres activités similaires ;
- avoir une bonne connaissance de la gestion managériale du système éducatif (au niveaux central et décentralisé) ;
- avoir une bonne expérience en matière de communication institutionnelle ;
- avoir d'excellentes capacités d'analyse et de communication écrite et orale en français ;
- être doté(e) d'un excellent sens du relationnel ;
- avoir des compétences avérées d'organisation ;
- avoir une maîtrise des enjeux liés au renforcement des capacités managériales et des structures/institutions du système éducatif ;

NB : Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

IV. Durée de la mission :

La durée de la mission est de deux (2) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat.

V. Dépôt des candidatures

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale). Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, le curriculum vitae et les copies de diplômes doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 février 2017 à 12H00.

VI. Contact

Monsieur le Coordonnateur de l'unité fiduciaire du PRAASED  
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis  
BP. 1420  
Tél. (242) 06 835 00 41  
E-mail : contact@cabcongo.com  
Centre-ville/Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 02 février 2017**

**Le Coordonnateur  
de l'agence fiduciaire,**

**Yvon-Didier MIEHAKANDA**



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°001/MPT/2015/UCP/CAB**  
**ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTROLE ET LE SUIVI DE LA BONNE EXECUTION DE L'INSTALLATION**  
**DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSMISSION, DES SHELTERS ET DE LA FINALISATION DES TESTS OPTIQUES POUR**  
**LE RESEAU EN FIBRE OPTIQUE ENTRE POINTE-NOIRE ET MBINDA.**



1. La République du Congo a signé un accord de prêt avec l'Association Internationale de Développement (IDA) pour la mise en œuvre de la troisième phase du programme sous régional Central African Backbone composante République du Congo, et à l'intention d'utiliser une partie du montant de cet accord de financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant «recrutement d'un cabinet ou groupement pour l'assistance technique pour le contrôle et le suivi de la bonne exécution de l'installation des équipements de transmission, des shelters et de la finalisation des tests optiques.»

2. L'objectif de la mission est de s'assurer de la finalisation des travaux de pose de la fibre optique déjà effectués, de la pose des shelters et de l'installation d'équipements actifs, puis du bon fonctionnement du réseau de transmission et ce en rapport avec le cahier des charges.

3. La durée de la mission est de quatre (4) mois.

4. Les cabinets ou groupements intéressés sont invités à manifester leur intérêt par écrit, par E-mail en produisant les informations indiquant les informations indiquant qu'ils sont bien qualifiés pour effectuer les services demandés (brochures, descriptions des prestations similaires déjà réalisés, l'expérience applicable à la mission, etc. ...).

5. Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et 14h00 à

16h00 (heure locale).

6. Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de Sélection fondée sur la qualité technique et le coût (SFQC) conformément aux Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale (édition courante)

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention « <<recrutement d'un cabinet ou groupement pour l'assistance technique pour le contrôle et le suivi de la bonne exécution de l'installation des équipements de transmission, des shelters et de la finalisation des tests optiques » doivent être envoyées sous pli fermé ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 février 2016 à 16 h00 (heure locale).

Monsieur le Coordonnateur du Projet CAB-CIT  
 Rue Locko Isaac, derrière l'ambassade des Etats-Unis  
 BP. 1420  
 Tél. (242) 06 835 00 51  
 E-mail: [contatc@cabcongo.com](mailto:contatc@cabcongo.com) / [omfnadin@gmail.com](mailto:omfnadin@gmail.com)  
 Centre-ville/Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 01 février 2017.**

**Le Coordonnateur**  
**Yvon Didier MIEHAKANDA**

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 002 /MEPSA/2017**  
**RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGÉ D'ANALYSER LE DISPOSITIF**  
**D'ÉVALUATION DU SYSTEME EDUCATIF CONGOLAIS**

1. La République du Congo, a obtenu une avance de préparation pour le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED), et à l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un Cabinet, chargé d'analyser le dispositif d'évaluation du système éducatif congolais.

2. Sur la base d'une analyse de l'existant, l'étude vise à assister le gouvernement pour la mise en place d'un système d'évaluation plus performant. Cette étude portera entre autres sur les trois volets suivants :

a) Une analyse critique du dispositif d'évaluation actuel (notamment, Examens et Concours Evaluations formatives et sommatives) - voir Annexe 1.

b) La pérennisation d'un système « type PASEC » qui évalue régulièrement les acquis des élèves à travers des tests standardisés au niveau national

c) La mise en place d'une « structure indépendante » qui évalue annuellement la performance du système éducatif

In fine, les trois « dispositifs » pourront converger et fournir des éléments pertinents et objectifs pour un meilleur pilotage du système éducatif congolais.

3. La durée de la mission est de trois (3) mois.

4. Les cabinets intéressés sont invités à manifester leur intérêt par écrit, par E-mail en produisant les informations indiquant qu'ils sont bien qualifiés pour effectuer les services demandés (brochures, descriptions des prestations similaires déjà réalisés,

l'expérience applicable à la mission, etc. ...).

5. Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

6. Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) conformément aux Directives : sélection et emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale (édition courante)

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention « Recrutement d'un cabinet pour la sélection du personnel clé du PRAASED » doivent être envoyées sous pli fermé ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 22 février 2017 à 16 h00 (heure locale):

8. Contact  
 Monsieur le Coordonnateur de l'unité fiduciaire du PRAASED  
 Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis  
 BP. 1420  
 Tél. (242) 06 835 00 41  
 E-mail : [contact@cabcongo.com](mailto:contact@cabcongo.com) / [omfnadin@gmail.com](mailto:omfnadin@gmail.com)  
 Centre-ville/Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 02 février 2017**

**Le Coordonnateur de l'agence fiduciaire,**  
**Yvon-Didier MIEHAKANDA**

## ELIMINATOIRES CHAN 2018

## Diabes rouges et Léopards s'affronteront

Comme lors des éliminatoires des phases finales de 2009 et de 2014, les Diabes rouges du Congo vont rencontrer les Léopards de la République démocratique du Congo, tenants du titre en vue d'une place qualificative à la 5<sup>e</sup> édition du Championnat d'Afrique des nations qui se disputera en 2018 au Kenya.

La Confédération africaine de football a, en marge de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, procédé le 3 février à Libreville au Gabon, au tirage au sort de la compétition réservée exclusivement aux joueurs évoluant dans leurs pays respectifs. Pour la zone centre: six pays engagés disputent les trois places qualificatives. Et au terme des doubles confrontations, les trois représentants seront connus. Le hasard du tirage au sort a voulu que le Congo reçoive la RDC, le week-end du 11,12 et 13 août à Brazzaville, avant de se rendre à Kinshasa, une semaine après pour une rencontre décisive. Ce sera pour la troisième fois, que les deux équipes livrent une telle bataille en vue d'une qualification pour le Chan. Lors des qualifications de la première édition de cette compétition, la RDC avait éliminé le Congo au second tour. Elle s'était imposée à Lubumbashi (3-0) avant de concéder une défaite (1-2) à

Pointe-Noire. Pendant les éliminatoires de la troisième édition de 2014 en Afrique du sud, le Congo lui avait rendu la monnaie de sa pièce. Battus à Kinshasa

son deuxième Chan. La réponse au terme des doubles confrontations avec la RDC. Dans cette zone, le Cameroun est tombé sur un bon tirage. Les Lions Indomp-



Les Diabes rouges locaux/Adiac

(1-2), les Diabes rouges l'avaient emporté (1-0) à Dolisie puis s'étaient qualifiés en Afrique du sud pour sa première participation à cette compétition. Après, le Congo a manqué la qualification du Chan du Rwanda devant le Cameroun. Parviendra-t-il à se qualifier pour

tables seront reçus par le Sao Tomé et Príncipe avant de jouer le retour chez eux. A suivre également, le duel des deux voisins entre la Guinée Equatoriale et le Gabon.

**La suite du tirage**

**Zone Nord :** Egypte-Maroc puis Algérie-Libye.

**Zone Ouest A, 1er tour :** Sierra Leone-Sénégal ; Guinée Bissau-Guinée ; Liberia-Mauritanie et Gambie Mali (match aller 14,15, 16 juillet et match retour 21,22 et 23 juillet).  
**2<sup>e</sup> tour :** Vainqueur Sierra Leone-Sénégal contre celui de Guinée Bissau-Guinée et vain-

20, 21, 22 avril et le retour le 28,29, 30 avril).

**2<sup>e</sup> tour :** vainqueur Somalie/Soudan du sud—Ouganda, Tanzanie-Rwanda, Djibouti-Ethiopie, Burundi-Soudan (match aller 14,15, 16 juillet et le retour 21, 22, 23 juillet).

**3<sup>e</sup> tour :** vainqueur Somalie/Soudan du sud-Ouganda contre celui de Tanzanie-Rwanda, vainqueur Djibouti-Ethiopie contre celui de Burundi-Soudan (match aller le 11,12, 13 août, le retour 18,19,20 août).

**Zone sud 1<sup>er</sup> tour :** Madagascar-Malawi, Iles Maurice- Seychelles (match aller 20,21, 22 avril et le retour le 28, 29, 30 avril).

**2<sup>e</sup> tour :** vainqueur Madagascar/Malawi contre Mozambique, vainqueur Iles Maurice/Seychelles contre Angola, Comores contre Lesotho, Namibie contre Zimbabwe, Botswana contre Afrique du sud, Swaziland-Zambie (match aller 14,15,16 juillet et le retour 21,22, 23 juillet).

**3<sup>e</sup> tour :** Vainqueur Madagascar-Malawi contre celui de Iles Maurice-Seychelles/ Angola, vainqueur Comores-Lesotho) contre celui de Namibie-Zimbabwe, -vainqueur (Botswana-Afrique du sud) contre celui de Swaziland-Zambie ( match aller 11,12, 13 août et le retour, le 18, 19, 20 août).

James Golden Eloué

queur Liberia-Mauritanie contre celui de Gambie-Mali (match aller 11,12, 13 août et le retour 18, 19,20 août).

**Zone Ouest B 1er tour :** Togo-Bénin (match aller 14,15,16 juillet et le retour 21,22, 23 juillet).

**2<sup>e</sup> tour :** Vainqueur Togo-Bénin-Nigeria, Niger-Côte d'Ivoire et Burkina Faso-Ghana (match aller 11, 12, 13 août et le retour 18, 19,20 août).

**Zone centre et Est, 1er tour :** Somalie –Soudan du sud ( aller

INSTITUT  
FRANÇAIS  
DU CONGO

### RECRUTEMENT - ASSISTANT TECHNIQUE DE SPECTACLE (SON, LUMIERE ET MACHINERIE)

**CONDITIONS D'EXERCICE :** L'assistant technique de spectacle travaille à l'Institut français du Congo à Brazzaville. Il participe à l'installation du matériel notamment scénique nécessaire à un spectacle de danse, de théâtre, un concert, une conférence, une projection cinématographique, une exposition, etc. Ces manifestations sont organisées par l'IFC dans le cadre de sa programmation culturelle mensuelle, ou à l'IFC lors de locations ou de la mise à disposition de salles à des organisateurs publics ou privés. Les lieux utilisés sont principalement les salles de spectacles (100 ou 480 places), le grand hall, les jardins, le parvis, la Cafète ou, parfois, hors les murs, la Case de Gaulle par ex. Il collabore à l'élaboration d'une manifestation ou d'une prestation et contribue à son bon déroulement dans la totalité des étapes.

Ses activités s'effectuent à l'IFC en étroite concertation avec les deux techniciens confirmés (projection/lumière et son) dans un respect des règles liées à la sécurité des biens et des personnes. Au sein de cette équipe, il assure la préparation technique, le chargement, le déchargement, l'organisation et la répartition du matériel scénique en fonction des demandes. Il a un rôle d'assistant pendant le montage et l'exploitation des installations matérielles ((son, lumière ou machinerie). Par ailleurs, les autres responsables de l'IFC (directrice déléguée, secrétaire général, chargé de programmation, chargée de communication, etc.) collaborent également à l'encadrement technique et/ou artistique d'une manifestation.

**D'une manière générale, l'assistant technique de spectacle est en mesure de :**

- Participer aux différentes étapes de l'installation technique d'une manifestation ;
- Identifier, répartir et organiser le matériel technique ;
- Décharger et recharger le matériel scénique lié à un spectacle ;
- Effectuer en sécurité les manœuvres, déplacements et installations du matériel scénique et technique;
- Aider à la réparation, à la rénovation et à l'adaptation des équipements et matériels.

**Dans le cadre de son activité, l'assistant technique de spectacle accepte les conditions de travail suivantes :**

- Amplitudes horaires variables et astreintes liées à l'organisation des manifestations : nuit, week-end et férié ;
- Rythme de travail parfois soutenu avec pics d'activité liés à la programmation de l'IFC, et aux imprévus ;
- Faire preuve de grandes qualités relationnelles, d'écoute, de patience et d'une grande disponibilité ;
- Avoir de bonnes capacités physiques : travail en hauteur, de manutention, sur plateau, en régie, etc.

**PROFIL :**

- Autonomie professionnelle dans la conduite des activités ;
- Connaissances en électricité voire électronique et/ou informatique ;
- Expérience de la projection avec des équipements et supports numériques ;
- Respect des délais, de la bonne utilisation du matériel, de sa sécurité et celle du public, des normes, etc. ;
- Expérience préalable dans le domaine du spectacle est un atout.

**CONDITIONS DE TRAVAIL :** CDD de 1 an renouvelable, base de 40 heures hebdo, 26 jours de congés / année travaillée, salaire d'embauche au niveau n°1 du Cadre Salarial de l'IFC – 2017, indemnité mensuelle de transport, déclaration CNSS, carte bibliothèque offerte

**DOSSIER DE CANDIDATURE :**

- curriculum vitae actualisé
- lettre de motivation
- copie de l'ensemble des diplômes obtenus
- copie d'un document d'identité (carte d'identité, passeport, etc.)

**PROCEDURE DE RECRUTEMENT :** Les candidats devront déposer leur dossier de candidature **au plus tard le lundi 20 février 2017 à 17h00**, au secrétariat de l'Institut français du Congo à Brazzaville, Place de la République. **Les dossiers incomplets ou qui parviendront au-delà de ce délai seront rejetés immédiatement.**

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE - B.P. 2141 - BRAZZAVILLE - RÉPUBLIQUE DU CONGO  
Tél. : +242 22 281 19 00 – <http://www.institutfrancais-congo.com> - <http://www.ifc-pointenoire.com>

### CAN U-17

## Le Congo disqualifié et remplacé par la Tanzanie



Les Diabes rouges du Congo disqualifiés de la CAN U-17/Adiac

La République du Congo ne participera plus à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans. Du coup, c'est bien évidemment la Tanzanie qui le remplace

Le Congo a disputé le dernier tour des éliminatoires de la CAN de la catégorie face à la Tanzanie. Battus en terre tanzanienne (2-3), les Diabes rouges arrachent leur qualification sur le terrain en l'emportant à Brazzaville (1-0) avant de tomber sous le coup de la sanction administrative. La Fédération tanzanienne de football avait en effet porté les réserves contre l'éligibilité du numéro 10 congolais Bercy Langa Lesse. Et la CAF a tranché le dossier. « Après plusieurs courriers concernant le cas du joueur en question, il avait été décidé de l'envoyer au Caire afin de procéder à une IRM (Imagerie à résonance magnétique). Le joueur n'était jamais venu. Un ultime délai lui avait été accordé avec déplacement à Libreville pour l'examen en question. Langa Lesse Bercy n'a pas davantage répondu à la convocation. Le Congo est donc disqualifié et remplacé par la Tanzanie », confirme le comité exécutif de la Confédération africaine de football. La Caf a, par ailleurs, décidé d'attribuer l'organisation de cette CAN au Gabon. Madagascar s'est vu retirer l'organisation « en raison du retard pris dans la préparation du tournoi ». La phase finale de la CAN U-17 se disputera en avril prochain.

J.G.E.

**OFFRE D'EMPLOI :****3 animateurs pour le projet INECO dans la Bouenza**

L'ONG française Initiative Développement (ID) recherche 3 animateurs(trices) chargés(es) de mission : 1 Process industriel-qualité / 1 marketing- promotion-vente / 1 agro végétale spécialité arboriculture. Dans le cadre de ses activités de développement local et agricole, de lutte contre la déforestation et le manque de bois-énergie, ID lance un projet de soutien à des initiatives économiques locales (INECO) dans le Département de la Bouenza, avec le soutien du Ministère du Plan (programme Sucre) et de l'Union Européenne, et en collaboration avec le Conseil Départemental de la Bouenza. Après la création et la structuration d'une filière de fabrication locale de cuiseurs économiques (foyers améliorés) à Brazzaville, des besoins similaires se font jour dans d'autres régions du pays. INECO vise à pallier au manque de bois énergie dans la Bouenza en soutenant des entrepreneurs locaux, pépiniéristes d'arbres, artisans et commerçants, par du renforcement de capacité et de l'accompagnement, en vue de rendre des activités de diversification pérennes dans la Bouenza après la fin du projet. Les zones d'interventions concernent les communautés urbaines de la Bouenza et la commune de Nkayie. Les 3 postes de travail d'animateur sont basés à Madingou et placés sous l'autorité d'un responsable du Programme.

**Objectifs des missions**

- 1- Participer activement, aux côtés du Conseil départemental, au repérage et au choix dans chaque ville d'artisans, de revendeurs, de pépiniéristes motivés pour promouvoir la diversification d'entreprises artisanales de soudure, vente et pépinières.
  - 2- Accompagner les pépiniéristes, les artisans et les revendeurs à structurer leurs micro-entreprises dans chaque zone et les accompagner dans la mise en application de leurs nouveaux savoirs en matière de planting, d'organisation, de marketing, de techniques de vente, de gestion de stock, de gestion financière
  - 3- Associer les revendeurs aux artisans fabricants de cuiseurs économiques, pour en assurer les commandes, la fabrication, la livraison et le SAV
  - 4- Créer, avec l'appui d'élus du conseil départemental, un réseau des pépiniéristes, des revendeurs avec d'autres commerçants, des artisans-revendeurs, des associations intéressées par le produit
  - 5- Accompagner l'organisation d'actions de sensibilisation et de promotion régulières des produits issus des activités, plants d'arbres, cuiseurs économiques, dans divers lieux avec les pépiniéristes, les revendeurs, les accompagner à organiser des actions de promotion plus ponctuelles (foires, journée du 8 mars, etc), avec l'appui d'élus et d'autorités locales;
  - 6- Créer des stratégies de promotion et de commercialisation innovantes, adaptées au contexte de la Bouenza, et les outils correspondants;
  - 7- Participer à une réflexion globale autour de la création de filières dans la Bouenza, et au Congo, et mener des activités de renforcement des différents acteurs partie prenante
  - 8- Capitaliser l'expérience en effectuant des reportings réguliers et en rédigeant des fiches thématiques
  - 9- Participer aux autres activités du programme INECO, et aux échanges inter-programmes de ID au Congo
- Il est attendu de chaque animateur de privilégier un travail collégial avec les représentants du « codemandeur » du projet, le Conseil Départemental de la Bouenza, et d'avoir un positionnement d'accompagnant auprès des entrepreneurs locaux avec lesquels le projet aura à travailler, notamment en les considérant en « partenaires » et non en « bénéficiaires ». Rien ne se fera durablement sans eux

**La liste ci-dessus n'est pas exhaustive ni limitative**

Chacun des 3 animateurs aura sa spécificité, et 3 profils sont requis : \* 1

animateur qualitatif-option process de fabrication pour l'appui aux artisans, \* un animateur responsable de la promotion vente, option marketing, \* un animateur arboriculteur, option agriculture végétale. Chacun d'eux peut être amené dans le cadre de sa fonction à effectuer d'autres tâches, sur demande expresse de ses supérieurs hiérarchiques.

**Profil demandé**

- Diplômes Bac+3/+ dans les domaines : marketing, économie, gestion/ qualité et process industriel/agriculture végétale-arboriculture.
- Expériences préalables souhaitées dans l'un des domaines précités, suivant profil du poste visé.
- Implication dans des associations / groupements / fondations agissant pour l'entrepreneuriat local / l'insertion économique des jeunes / la lutte contre le changement climatique etc.
- Connaissances / compétences
- Parfaite connaissance des réalités socioculturelles dans la Bouenza, maîtrise de ses enjeux sociaux et économiques
- Maîtrise parfaite du français et du kituba (parlée et écrite) ; la maîtrise d'autres langues vernaculaires sera un plus.
- Connaissances informatiques souhaitées (Bonne maîtrise du pack Office)
- Sens de l'organisation, capacité d'écoute, négociation et communication
- Autonomie et grande rigueur dans le travail. Fortes capacités de travail et d'analyse.
- Capacité de travailler sous pression
- Respect des valeurs de l'ONG Initiative développement (ID)

**Savoirs faire**

- Capacité à rédiger des rapports d'activités, des documents de travail, et à communiquer;
- Capacité à planifier son travail et être force de proposition
- Comportements professionnels - savoirs-être
- Créativité, innovation
- Posture d'accompagnement et respect des partenaires dans leur démarche d'apprentissage et d'autonomie
- Qualités de pédagogue avec les partenaires dans la transmission des savoirs
- Organisation, gestion des priorités, autonomie dans les tâches confiées;
- Capacité à travailler en équipe et esprit d'ouverture, de coopération et disponibilité;
- Ponctualité, rigueur dans le respect des procédures et de l'organisation du travail.

**Contrat CDD. Temps plein.**

Salaires suivant grille salariale de la convention d'établissement ID Congo, en qualité d'animateur. Documents à fournir : CV, lettre de motivation, copie des diplômes ou autres attestations, copies des certificats de travail et/ou attestations de stage, références d'anciens employeurs. Attention : tout dossier non complet ne sera pas traité. Dépôt des candidatures enregistré avant le vendredi 24 février 2017 à 16 h dernier délai. Préciser à quel poste le candidat postule Les candidatures sont à déposer :  
-Soit à Brazzaville, au siège de ID, case C3-83, OCH La Glacière - Bacongo - Brazzaville - tél : 06 664 86 71  
-Soit par mél à l'adresse suivante : a.rossetti@id-ong.org  
Pour tous renseignements complémentaires par mel : a.rossetti@id-ong.org avant le 20 février 2017  
Entretiens des candidats présélectionnés et tests de compétences à Brazzaville début mars - Prise de poste courant mars

**OFFRE D'EMPLOI : comptable logisticien – H/F****Comptable - logisticien - H/F**

L'ONG française Initiative Développement (ID) recherche 1 comptable logisticien pour son programme INECO. Dans le cadre de ses activités de développement local et agricole, de lutte contre la déforestation et le manque de bois-énergie, ID a déjà débuté un programme de développement local et agricole (ECODEL) avec le soutien de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement dans le Pool et la Bouenza, et lance un projet de soutien à des initiatives économiques locales (INECO) dans le Département de la Bouenza, avec le soutien cette fois du Ministère du Plan et de l'Union Européenne, et en collaboration avec le Conseil Départemental de la Bouenza. INECO : Après la création et la structuration d'une filière de fabrication locale de cuiseurs économiques (foyers améliorés) à Brazzaville pour pallier au déficit de bois-énergie, des besoins similaires se font jour dans d'autres régions du pays. INECO vise à soutenir des entrepreneurs locaux, pépiniéristes d'arbres, artisans et commerçants, par du renforcement de capacité et de l'accompagnement, en vue de diversifier l'économie, de rendre une filière dans la Bouenza autonome, et qui se pérennise après la fin du projet.

**Le poste de travail est basé à Madingou**

Objectifs de la mission du comptable logisticien Dans le respect des procédures internes à ID ou exigées par les bailleurs de fonds, le comptable logisticien doit :

1. Assurer la gestion comptable de son programme et appuyer le RP concernant le suivi financier
2. Assurer la gestion logistique de son programme
3. Etre un appui au Responsable Programme dans la gestion administrative et RH de son programme
4. Effectuer ponctuellement des missions d'Intérim du programme ECODEL (en cas de congés notamment)

Le comptable logisticien est sous la responsabilité hiérarchique directe du Responsable Programme. Le comptable logisticien fait partie à Ineco, d'une équipe composée de 7 autres personnes : 3 animateurs, un référent du Conseil Départemental de la Bouenza en détachement, un Chauffeur-Logisticien, 2 gardiens. Un contrôleur de gestion désigné par le siège de ID en France contrôle la tenue de ses comptes, le suivi budgétaire, la conformité des pièces fournies.

**Profil demandé :**

- Diplômes bac+3 mini dans les domaines : comptabilité et logistique
- Expérience nécessaire en tant que comptable et logisticien

Connaissances / compétences

Compétences Techniques : comptabilité, gestion logistique et financière, principes généraux de la réglementation sociale, fiscale et administrative du pays  
Compétences Informatiques : maîtrise de la suite Microsoft Office 2007 (Excel notamment)  
Langues : Français courant à l'écrit et à l'oral, Kituba et Lingala courants à l'oral  
Bonne connaissance du contexte socio-économique du Congo et plus particulièrement dans la Bouenza et le Pool  
Autonomie et Grande rigueur dans le travail. Fortes capacités de travail et d'analyse.  
Capacité de travailler sous pression  
Respect des valeurs de l'ONG Initiative développement (ID)

**Savoir-faire**

Gérer une caisse et des pièces comptables  
Saisir des pièces comptables dans le logiciel de comptabilité, les affecter correctement en fonction du budget du programme  
Organiser et classer les documents comptables, administratifs et logistiques  
Tenir à jour des tableaux de suivi administratifs et logistiques sur Excel, en créer si besoin

**Comportements professionnels – savoir-être**

Organisation, gestion des priorités  
Rigueur dans le respect des procédures et de l'organisation du travail  
Sens des responsabilités - Honnêteté  
Capacité à travailler en équipe - Esprit d'ouverture, de coopération et disponibilité  
Ponctualité - Autonomie dans les tâches confiées

Contrat CDD basé à Madingou. Temps plein.  
Salaires selon grille de la convention d'établissement.

**Documents à fournir : 1 CV, 1 lettre de motivation, copie des diplômes ou autres attestations, copies des certificats de travail et/ou attestations de stage, références d'anciens employeurs.**  
Attention : tout dossier non complet ne sera pas traité.  
Dépôt des candidatures enregistré avant le vendredi 24 février 2017 à 16 h dernier délai. Les candidatures sont à déposer :

-Soit à Brazzaville, au siège de ID, case C3-83, OCH La Glacière - Bacongo - Brazzaville - tél : 06 664 86 71  
-Soit par mél à l'adresse suivante : a.rossetti@id-ong.org  
Pour tous renseignements complémentaires par mel : a.rossetti@id-ong.org avant le 20 février 2017  
Entretiens des candidats présélectionnés et tests de compétences à Brazzaville début mars  
Prise de poste courant mars



FICHE DE POSTE  
COORDINATEUR PRO GRAMME

« Renforcement de la société civile et les acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des filles et des femmes congolaises »  
BRAZZAVILLE

**Descriptif du poste :**

1. Positionnement hiérarchique (cf. organigramme)  
-Est sous la responsabilité de la coordinatrice pays ASI et de la directrice AZUR Développement  
-Encadre le coordinateur adjoint basé sur Pointe Noire  
-Encadre les animatrices, les prestataires et l'éducatrice hébergement  
-Travaille en collaboration avec l'administrateur-Logisticien.

**2. Responsabilités principales**

- Responsable du suivi des activités du projet
- Encadre et anime l'équipe du projet
- Fait le suivi du travail des prestataires externes (psychologue, police, gendarmerie et juriste)
- Participe à la bonne gestion du budget du projet
- Participe à la rédaction des rapports d'activités et des documents de projet
- Prend part aux réunions des partenaires sur la thématique du projet
- Evalue et adapte les activités du projet en lien avec la coordination
- Assure la cohérence de prise en charge sur l'ensemble du projet

**Profil recherché :**

Expérience dans le domaine social : Expérience de 3 ans dans un poste de coordination, expérience de travail avec des partenaires institutionnels et des OSC, au minimum, obtention d'une licence, maîtrise de Word et Excel.

Souhaité : Expérience auprès de personnes vulnérables, formation en gestion des projets, connaissances des procédures de l'Union Européenne, disponibilité occasionnelle en soirée et week-end.

Constitution du dossier : Curriculum vitae, lettre de motivation et copies des diplômes ou autres attestations à déposer au plus tard le 15 février 2017 à Mme la Directrice d'Azur Développement et à Mme la Coordinatrice ASI, sous pli fermé au bureau d'ASI : 150 rue Vindza, Plateau des 15 ans ou par mail aux adresses suivantes : congosi@gmail.com et jobs@azurdev.org

Contrat de travail : CDD de 2 ans avec une période d'essai de 3 mois.

Contrat avec l'ONG Azur Développement.

Prise de fonction : au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2017, salaire en fonction de la grille.

**NÉCROLOGIE**

M. Samba Zacharie et famille, M. Emile Mabougou et famille, Mme Samba Georgine, née Malanda et famille, les enfants Samba Albert (Christian, Pichou, Nelly, Gladys, Minu et Djo), Mme Matoko Christine et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, époux et père, Samba Albert, ancien Maire de l'Arrondissement 7 Mfilou. Décès survenu ce lundi 30 janvier 2017 à Lille en France.

La veillée se tient à son domicile sis C3-71 OCH de la Glacière Bacongo  
La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



La famille Nsundi, les enfants Mouvimba, la famille Nkounkou, les enfants Nkounkou Philippe (Junior, Bénédicte, Isé, Yann et Marie-Angélique), les enfants Kiyindou Matthieu et les enfants Nkouka Paul ont la profonde douleur de vous faire part du décès de leur fils, frère, oncle et père, le pharmacien Nkounkou Philippe « Tonton Makélékélé », frère de feu Nkounkou Fils; décès survenu le mardi 31 janvier 2017 à Pointe-Noire, des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se déroule à Brazzaville, au numéro 198-200 de la rue Mayama à Ouenzé (à l'angle de l'avenue Miadéka, du côté du marché).

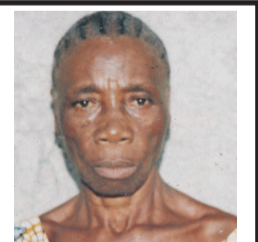
Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

Les enfants Olabouré et Ganféry ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur grand-mère

Mme Onday Marie, survenu le samedi 28 janvier 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au, n°25, rue Manianga à Talangai.

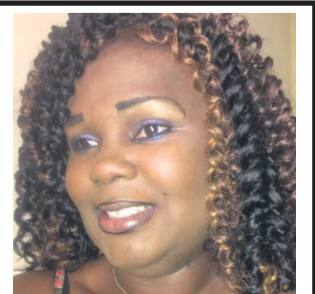
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Sorelle Oba informe les anciens élèves de l'école « Médina génération 1993- 1997 », du décès le 1<sup>er</sup> février 2017 de leur camarade de classe, Lirda Okomba, survenu à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n° 129, rue Ossio à Talangai (après l'avenue Okemba).

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



## DÉCÈS D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

## Premiers hommages rendus à Bruxelles

Entre-temps, le gouvernement et l'UDPS ont annoncé, chacun de son côté, la mise en place d'une commission en vue d'organiser les obsèques d'Étienne Tshisekedi sans un programme clair et précis par rapport au rapatriement du corps.

En attendant le rapatriement du corps attendu dans les prochains jours, le Royaume de Belgique d'où Étienne Tshisekedi a rendu son dernier soupir a pris les choses en mains en organisant les premiers hommages officiels en faveur de l'illustre disparu. Dans la capitale belge, apprend-on, l'heure est au recueillement en mémoire du président des sages du Rassemblement dont le corps est exposé dans une grande salle du Palais des expositions du Heysel, dans le nord de Bruxelles. Bel hommage rendu par l'ancienne Métropole à l'ex-président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) décédé huit jours après avoir quitté le Congo en pleines négociations sur la mise en place d'une transition politique destinée à sortir pacifiquement de la crise provoquée par la non-organisation des élections dans le délai constitutionnel.

Dans la foulée, le ministre belge des Af-



Des Congolais de la diaspora s'inclinant devant la dépouille d'Étienne Tshisekedi

fares étrangères Didier Reynders s'est rendu personnellement le vendredi 3 février à la résidence du défunt à Bruxelles pour présenter ses condoléances à la famille biologique et aux proches et témoigner de sa solidarité. Même élan de compassion de la part des Congolais de la diaspora qui n'arrêtent d'affluer au Palais 2 de Bruxelles Expo. Cependant, au pays, les choses ne tournent pas rond en termes d'organisation des obsèques. Alors que le gouvernement, via son porte-parole Lambert Mende Omalanga, a annoncé des « funérailles dignes » à la hauteur de la stature du disparu après

avoir reçu des instructions claires du chef de l'État quant à ce, il s'avère que le parti d'Étienne Tshisekedi ne voit pas les choses de la même manière. Pour les cadres et militants de l'UDPS qui manifestaient il y a quelques jours devant la résidence du défunt à Limete, « il faut que ça soit le gouvernement issu de l'accord du 31 décembre qui puisse organiser le deuil » de leur président. À l'UDPS, on est convaincu que ce sera là un signal fort qu'aura lancé le président Joseph Kabila par rapport à la nécessité de se conformer à l'accord du 31 décembre dont on attend l'application

stricte des dispositions dans les meilleurs délais.

Une façon pour l'UDPS de faire pression pour que le nouvel exécutif national censé découler dudit accord soit mis en place avant le rapatriement du corps d'Étienne Tshisekedi. « C'est le Premier ministre désigné par l'UDPS qui doit recevoir le corps de notre leader », fulminent les militants du parti qui promettent des troubles dans le cas contraire. La difficulté est que la Cénco a déjà suspendu les discussions autour de la mise en place du nouveau gouvernement dans le cadre des arrangements particuliers liés à l'accord de la Saint-Sylvestre jusqu'à l'enterrement d'Étienne Tshisekedi et son directoire s'apprête à se rendre à Bruxelles pour prendre part à la messe de suffrage qui y sera organisée en sa mémoire. Une situation qui rend illicite le vœu des militants et cadres de l'UDPS et du Rassemblement obligés de regarder la réalité en face.

En attendant, les deux comités d'organisation mis en place, tant au niveau du parti que du gouvernement avec à sa tête le ministre de l'intérieur, travaillent séparément sans un programme clair des obsèques proprement dits qui se fait toujours attendre.

Alain Diasso

## Réactions et reconnaissances internationales

L'annonce de la disparition de l'opposant historique congolais Étienne Tshisekedi Wa Mulumba, le 1er février, à Bruxelles a suscité plusieurs réactions sur le plan international.

Les premières réactions ont été celles des autorités belges. Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Didier Reynders a « salué la mémoire d'une figure marquante de la RDC ». « La Belgique s'associe à la population congolaise dans sa douleur », a-t-il dit. Le dernier combat d'Étienne Tshisekedi, a indiqué l'homme d'État belge, « a abouti à l'Accord politique du 31 décembre et que le peuple congolais souhaite voir cet héritage porter ses fruits ».

Pour sa part, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Eyraud, a rappelé que « Tshisekedi a lutté toute sa vie pour la démocratie et la liberté. Il laissera une empreinte indélébile dans l'histoire de son pays ». Député européen, le Belge Louis Michel a de son côté noté : « Le décès d'Étienne Tshisekedi nous enlève un visionnaire, une figure emblématique forte et profondément attachée à sa région, le Kasai, et à son pays ». L'Union africaine (UA) s'associe également à ce deuil qui frappe la RDC. Elle se dit touchée par cette perte et présente ses condoléances aux Congolais ainsi qu'à leur président.

Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui,

a exprimé sur les réseaux sociaux sa tristesse par rapport à cette disparition.

L'ambassade des États-Unis à Kinshasa a dans un communiqué signifié : « On se souviendra de M. Tshisekedi pour son dévouement envers la RDC, et comme étant un remarquable homme d'État. Sa mort donne une occasion à tous les Congolais de s'unir pour honorer sa mémoire et renforcer les principes démocratiques pour lesquels Étienne Tshisekedi a consacré toute sa vie, depuis l'indépendance du Congo jusqu'à la signature de l'accord historique le 31 décembre 2016 ». L'ancienne ministre italienne d'origine RD-congolaise et actuelle députée européenne, Cécile Kyenge, a dans son tweet écrit : « Sincères et attristées condoléances à la famille Tshisekedi, notamment à son épouse Marthe. La RDC et l'Afrique perdent un grand combattant ». Human Rights DRC a pour sa part indiqué : « Condoléances à la famille d'Étienne Tshisekedi et au peuple congolais pour la perte de cette personnalité emblématique ».

Homme politique rwandais, ancien Premier ministre du Rwanda et actuel président du parti politique RDI Rwanda, Faustin Twagiramungu note dans son tweet : « Dr en droit, homme politique et homme d'État incorruptible, opposant, mort au combat pour la démocratie. Pas d'égal après lui en RDC ».

Martin Engimo

## NATIONAL PRAYER BREAKFAST

## Samy Badibanga pose avec Donald Trump

Plusieurs internautes ont cru à un montage ou piratage du compte Tweeter du Premier ministre congolais qui, sur l'image le montrant accompagné du président américain, évoque « une rencontre au sommet » sans aucune mention sur le cadre de la rencontre. Ce qui a suffi pour alimenter les spéculations dans la ville haute.



Donald Trump et Samy Badibanga

Une photo publiée récemment sur Internet montrant Samy Badibanga posant avec Donald Trump a enflammé la toile. D'aucuns ont spéculé sur une possible rencontre entre les deux hommes alors qu'aucun média local n'a annoncé une quelconque rencontre bilatérale entre les deux hommes, au départ de Kinshasa, du chef du gouvernement qui effectuait là son premier voyage officiel à l'étranger après son investiture. La légende que le Premier ministre a mis sur cette photo publiée sur son compte twitter « rencontre au sommet » sans fixer le cadre de la rencontre a suffi pour alimenter le débat. Donald Trump et Samy Badibanga ont-ils eu un tête-à-tête ? La question a tarabudé l'esprit de nombreux compatriotes, d'autant plus qu'aucun communiqué

officiel de la maison blanche n'a ponctué cette supposée rencontre.

Après recoupements, il s'avère que le cliché que-rellé n'était, en somme, qu'une pose-photo prise à l'occasion du « National Prayer Breakfast », un petit déjeuner de prière organisé le premier jeudi du mois de février de chaque année par des membres du Congrès américain et l'organisation chrétienne

« The Fellowship ». Invité à ce grand rendez-vous, à l'instar d'autres grandes personnalités du monde, Samy Badibanga s'est juste contenté de la belle photo aux côtés de Trump à la fin de la manifestation. Un exercice auquel se prêtent généralement avec gentillesse les présidents américains invités à ce moment de « témoignage de la puissance de la foi » qui se tient quelques jours après l'entrée en fonction du nouveau locataire de la Maison Blanche.

Un diplomate américain en poste à Kinshasa explique : « C'est une simple tradition où le chef de l'État américain se retrouve parmi les invités de ce déjeuner de prière (...). Le protocole de la Maison Blanche prend le soin de savoir qui prend la photo avec le nouveau président. D'habitude, on ne refuse pas aux invités de poser avec le président américain ». Le moment n'est donc pas propice aux échanges de toute nature sur les relations bilatérales, explique la source. Dans le cas d'espèce, il est indiqué que le Premier ministre congolais n'a eu aucun entretien même en privé avec le quarante-cinquième président des États-Unis encore moins avec ses hommes du sérail.

Des sources confirment néanmoins quelques échanges qu'il aurait eus avec quelques responsables du bureau Afrique du département d'État américain et d'autres informels avec quelques officiels américains, sans plus de détails. Le président américain aurait demandé à son secrétaire d'État, Rex Tillerson, de rencontrer le Premier ministre congolais. Les deux hommes ont convenu de se rencontrer à une date qui reste à fixer en fonction de leurs agendas respectifs. Dans les milieux proches du Premier ministre, on parle déjà d'un succès diplomatique.

A.D.

## ENVIRONNEMENT

## Le WWF soutient la RDC pour la conservation et la gestion durables de ses zones humides

**L'objectif, pour l'ONG internationale, est de permettre au gouvernement congolais la poursuite et l'accélération de la mise en œuvre dans le pays des objectifs de la Convention de Ramsar – y compris en entreprenant une nouvelle série de désignation de Zones humides d'importance internationale.**

Dans un communiqué du 2 février, dans le cadre de célébration de la Journée mondiale des zones humides, le Fonds mondial pour la nature (WWF)-RDC, a réitéré son soutien au gouvernement congolais pour la conservation et la gestion durables de ses zones humides, lui permettant ainsi de poursuivre et d'accélérer la mise en œuvre dans le pays des objectifs de la Convention de Ramsar – y compris en entreprenant une nouvelle série de désignation de Zones humides d'importance internationale telles que le secteur Upemba-Kundelungu-Lufira, la région du lac Mukamba, le fleuve

Congo entre Matadi et son estuaire, le lac Tanganyika, etc. Il est, en effet, noté que le 2 février de chaque année est célébrée la Journée mondiale des zones humides. Pour 2017, cette journée est célébrée sur le thème « Les zones humides nous aident à faire face aux événements climatiques extrêmes ».

Définies comme des espaces recouverts d'eau, soit temporairement, soit en permanence, les zones humides sont la ligne de défense naturelle de la planète contre les catastrophes naturelles. Les zones humides du littoral, note-t-on, sont un tampon protecteur naturel. Dans l'arrière-pays, les zones humides agissent comme des éponges naturelles, absorbant et stockant les eaux de pluie excédentaires et limitant les crues. En saison sèche, elles libèrent l'eau stockée, retardant le déclenchement de sécheresses et réduisant les pénuries d'eau. À condition d'être bien gérées, les zones humides peuvent renforcer la résilience

des communautés et les aider à se préparer aux catastrophes, à y résister et à rebondir pour être plus fortes qu'avant.

### Préservation des risques de catastrophes

Relevant l'importance des zones humides, le WWF a noté qu'en 35 ans, la fréquence des catastrophes à l'échelle planétaire a plus que doublé, sous l'influence des risques liés au climat – et à la météorologie – comme les inondations, les cyclones tropicaux et les sécheresses et que l'ONU estimait que 90 % de tous les risques naturels sont liés à l'eau. « Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédit que les phénomènes météorologiques extrêmes se feront de plus en plus fréquents », a souligné l'ONG internationale. Mais, a-t-elle fait savoir, la création et l'entretien des zones humides favorisent la maîtrise des crues, la protection contre l'érosion côtière, l'approvisionnement en eau douce et en cas de catastrophe

les zones humides absorbent une partie des chocs les plus puissants. « Les zones humides par ailleurs contiennent une riche biodiversité », a insisté le WWF, qui a noté que les mangroves, les récifs coralliens, les cours d'eau et les plaines d'inondation, les deltas intérieurs, les tourbières sont les cinq types de zones humides qui aident à résister aux phénomènes météorologiques extrêmes. « La République démocratique du Congo, qui a adhéré à la Convention en 1996, compte à l'heure actuelle trois Zones humides d'importance internationale représentant une superficie de 7 435 624 hectares, dont le plus grand site Ramsar au monde constitué par la zone humide de Ngiri-Tumba-Maindombe, d'une taille de 6 569 624 hectares, une vaste région composée de forêts pluviales, de cours d'eau et de lacs située sur le versant oriental du fleuve Congo. Le travail préparatoire en vue de cette inscription a en très grande partie bénéficié

de l'aide du Programme Eaux douces de WWF », a rappelé le directeur de Conservation de WWF-RDC, Bruno Perodeau.

La Convention sur les zones humides, appelée Convention de Ramsar, rappelle-t-on, est un traité international adopté le 2 février 1971 pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides, qui vise à enrayer leur dégradation ou disparition, aujourd'hui et demain, en reconnaissant leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative. Ce traité intergouvernemental sert, en effet, de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Il compte 169 parties contractantes alors qu'il enregistre déjà 2260 sites Ramsar couvrant plus de 215 millions d'hectares (2,15 millions de kilomètres carrés).

Lucien Dianzenza

## LA RDC À LA CAN 2017

## Yves Diba : « Je vois cette génération remporter la Coupe d'Afrique à l'avenir... »

**La prestation des Léopards de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Gabon 2017 n'a pas encore fini de défrayer la chronique. Des réactions et analyses affluent pour évoquer l'élimination jugée précoce par certains des joueurs de Florent Ibenge à cette compétition, cassant ainsi des ambitions clairement affichées de la RDC d'aller bien plus loin que la troisième place obtenue à la CAN 2015 en Guinée Équatoriale.**

Ancien cadre de la sélection qui a pris l'option d'arrêter sa carrière internationale, l'attaquant Yves Diba Ilunga a suivi de près le parcours des Léopards durant cette compétition. la RDC s'est arrêtée en quart de finale, écartée de la compétition par une équipe ghanéenne apparemment prenable. « Je suis partagé entre le sentiment de joie et de tristesse, parce qu'on a montré deux visages, celui des véritables guerriers qui impliquent de l'engagement physique, et d'une équipe tactique et technique dans la poule, et l'autre visage, celui du relâchement, de la précipitation et un peu d'égoïsme contre le Ghana particulièrement. C'est cela qui nous a coûté l'élimination », confie en exclusivité au quotidien « Les Dépêches de Brazzaville », l'attaquant congolais prêté à Shoualia par Al Fateh en Arabie Saoudite. Yves Diba émet un souhait : « Que cette génération reste le plus

longtemps possible ensemble, en espérant que chaque individu faisant partie de la délégation au Gabon aura tiré des leçons de cet événement pour rehausser encore plus haut l'emblème de notre nation parmi les grands en Afrique ». Et de croire fermement : « Ce qui est sûr, je vois cette génération remporter la Coupe d'Afrique à l'avenir, à condition de bien travailler dans l'unité et la franche collaboration, entre staff technique et joueurs ». Il fait cette proposition par la suite : « Il faudra épauler le sélectionneur avec la mise en place d'une structure de suivi de près des joueurs ciblés, pour savoir comment ils sont utilisés dans leurs clubs respectifs et tirer le meilleur d'eux en équipe nationale. Par exemple, comment espérer tirer bénéfice d'un joueur ayant évolué toute une saison en deux pointes (deux attaquants) et qui se retrouve isolé, seul en pointe ? L'ambassadeur Aziz Makukula, en collaboration avec la direction technique, est mieux placé pour ce travail ».

### Soutien au staff technique et aux joueurs...

Certains joueurs et le sélectionneur Florent Ibenge font l'objet des critiques acerbes sur les réseaux sociaux et dans les médias à la suite de l'élimination des Léopards. À ce sujet, Yves Diba fait cette remarque : « Qu'on arrête de blâmer quelques têtes (coach Florent Ibenge, Dieumerici Mbo-kani ou Joyce Lomalisa...). En



Yves Diba Ilunga

cas de victoire, tout le monde est dans des bars pour célébrer. Le peuple devra afficher la même solidarité dans la défaite et encourager les joueurs et le staff technique ». Pour cet ancien Léopard apprécié de tous pour son talent, son expérience et sa sagesse, « les supporters doivent demeurer derrière cette génération avec égalité de considération. L'on ne doit pas dénigrer le championnat ou évoluer un joueur car c'est la qualité du joueur qui importe plus. Sans manquer du respect aux autres copains, Junior Kabananga de Kazakhstan et Firmin Mubele qui vient du Qatar ont été les meilleurs Congolais de cette

édition ». Ayant par ailleurs un mot envers les joueurs, Yves Diba soutient : « chaque joueur devra préserver l'honneur du drapeau, quelle que soit la frustration. Il y a des attitudes qui peuvent être tolérées en club, mais pas en équipe nationale ». Et de souligner avec sagesse que « des équipes nationales qui n'ont pas des joueurs à la grosse tête (stars capricieuses) sont celles qui gagnent souvent les CAN comme l'Égypte, la Zambie, etc. ou vont loin dans la compétition, parce qu'elles ne misent que sur le travail et le groupe ».

Ancien joueur du Scm Mikishi à Lubumbashi, Yves Diba a joué au FC Saint Éloi Lupopo de la même

ville, avant d'être le fer de lance de l'attaque de V.Club de Kinshasa où il a été surnommé « L'Ours » pour son efficacité devant les buts. En 2009, il a pris la direction de Narjan en Arabie Saoudite, pour ensuite évoluer à Al Raed. En 2013, il a fait partie de l'effectif d'Al Saliya au Qatar où il a inscrit des buts avant d'être prêté à Al Kharitiyath. Mais diminué physiquement après de gros efforts, il a pris une année sabbatique, avant de relancer avec réussite sa carrière en Arabie, à Al Fateh. Et actuellement, il est en prêt à Shoualia dans le championnat saoudien, continuant à être une terreur des défenses adverses.

Martin Engimo

## HUMEUR

## Gare aux jeunes voyous qui mettent des uniformes scolaires !

La mesure de l'uniformisation de la tenue scolaire dans le public et le privé a été saluée par de nombreux parents d'élèves, certains établissements scolaires privés, nonobstant la résistance passagère de bien d'autres établissements scolaires privés. Mais il y a un triste comportement qui est en train de voir le jour émanant des jeunes adolescents voyous, ceux-là même appelés des bébés noirs ou bébés lilis qui descendent dans des écoles pour commettre leurs forfaits tout en se servant de la tenue scolaire.

Ce comportement inacceptable qui est en train de voir le jour appelle de la part des gestionnaires des établissements scolaires publics ou privés une vigilance accrue, car ces « intrus-trompeurs » sont capables de s'infiltrer parmi les élèves pour aller causer leurs sales besognes. Ainsi, le constat est que la violence à l'école que la société décrie ces derniers temps n'est

pas seulement le fruit des rixes qui opposent des élèves de tel établissement scolaire à ceux d'un autre établissement, il est devenu surtout une occasion pour ces jeunes voyous aux tenues scolaires trompeuses de soutenir des objets que des vrais élèves ont par devers eux.

Et pourtant, en temps normal, la tenue scolaire n'est portée ou ne doit être portée que par un ou des élèves qui sont formellement inscrits dans tel ou tel établissement scolaire. Ce phénomène d'élèves voyous faisant usage de la tenue scolaire est favorisé par des inscriptions qui ne se finissent jamais dans ces élèves. À cause de ces inscriptions continuelles, des élèves qui fréquentent un même établissement, parfois qui sont même dans une même classe ne se connaissent pas du tout. Ces inscriptions ouvrent la voie aux élèves fantômes et incontrôlés.

Ces jeunes voyous soutirent fugitive-

ment les uniformes scolaires de leurs cousins, frères et autres ou prennent de la peine à se faire confectionner des tenues scolaires avec des macarons changeants. Ils sont donc capables d'aller d'un établissement scolaire à un autre sans d'être inquiétés. Tenez ! Dans l'une de nos villes que l'on tait le nom, à travers le micro baladeur d'un média de la place portant sur la culture générale et sur quelques notions de vocabulaire de la langue française, un jeune qui portait bien sûr la tenue scolaire lycéenne a fini par avouer que la tenue n'était pas à lui, mais à son cousin et il la portait juste pour ses besoins. Mais lorsqu'on lui demande de parler de ce qu'il appelle par besoins, il a balbutié.

Tenez ! Et quand le journaliste lui pose encore quelques questions pièges pour qu'il sorte tout, il a encore balbutié avec un français approximatif et a dit en langue vernaculaire qu'il

ne comprenait pas trop bien le sens de toutes ces questions. À quelques mètres de là, se trouvait un échantillon d'élèves avec des tenues aux macarons de leur établissement qui ont balancé ces propos : « Ce sont ces élèves fictifs qui créent trop de confusions dans les écoles, puisqu'ils portent nos tenues. Et dans ces conditions, on ne sait pas qui est élève et qui ne l'est pas ? ». Question qui fait à la fois réfléchir et les autorités publiques chargées des questions de l'éducation et des parents d'élèves et gestionnaires desdits établissements et des élèves eux-mêmes.

Le phénomène est donc réel. Car, dans certaines de nos agglomérations, des jeunes voyous portent la tenue scolaire pour pénétrer dans des écoles. D'où la nécessité d'une grande vigilance dans les écoles. Car le risque est que la tenue est devenue aussi un moyen par lequel ces jeunes opèrent.

**Faustin Akono**



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.








Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

**Horaires d'ouverture:**  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



## RELIGION

# Le cardinal Pietro Parolin invite les Congolais à partager les valeurs de paix et d'amour

Le secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Pietro Parolin, a, au cours d'une messe d'action de grâce dite en la Basilique Sainte-Anne le 4 février, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, rappelé aux Congolais les valeurs d'amour, de sacrifice et de partage qui devraient désormais les caractériser.

Arrivé à Brazzaville le 1er février dans le cadre de la célébration des 40 ans des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la République du Congo, l'envoyé spécial du Pape François a prêché la parole de Dieu devant de milliers de fidèles rassemblés à Brazzaville. En effet, dans son homélie tirée du livre d'Hébreux 13 : 15-17 ; 20-21, le cardinal Pietro Parolin a rappelé que la vie du chrétien doit être avant tout une action de grâce. Pour lui, Dieu doit être le premier et le dernier, le centre vital de la vie de chaque individu. Un bon chrétien, est, a-t-il insisté, avant tout celui qui s'efforce chaque jour à marcher avec Dieu et en harmonie avec lui. En effet, cette parole invite aussi à la générosité et au partage.

« N'oubliez pas d'être généreux et de partager. Devant l'indifférence du monde, devant l'insensibilité des uns, face aux malheurs et aux détresses des autres, le chrétien doit avoir un cœur évangélique, c'est-à-dire très humain et compatissant, ouvert à la souffrance et aux besoins des autres. Le Pape François nous invite souvent à résister toujours à la tentation de l'indifférence, maladie grave de notre temps,



Photo de famille ; crédit photo Adiac

où le malheur des uns fait le bonheur des autres, la charité doit être l'attitude fondamentale du chrétien », a-t-il prêché.

Poursuivant son évangile dans 1 Corinthiens 13 : 1-13, le cardinal Pietro Parolin a déclaré que le chrétien doit avoir pour devise

la charité, l'amour. Pour lui, tout passe mais l'amour reste. Là où il n'y a pas d'amour on se déteste, on s'entretue inutilement. « À l'image de Jésus miséricordieux, soyez, frères et sœurs, les bons disciples de Christ dans votre société, vivez dans la paix et le

dialogue, cultivez la tendresse de Dieu, sa compassion. Le partage et non l'égoïsme, l'unité et non la division, le tribalisme. Le monde, dit le Pape Fran-

des fervents chrétiens et des disciples fidèles du Christ. Ceci, en se distinguant par leur conduite et des témoignages de leur foi vécue et professée. « Soyez donc des témoins de la foi, des messagers et des artisans de paix dans vos communautés et dans vos familles comme vous exhortent les évêques dans leur message de la 45<sup>e</sup> assemblée plénière », a indiqué le secrétaire d'Etat du Vatican.

Le 40<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la République du Congo a coïncidé avec les 40 ans de la mort du cardinal Emile Biayenda. Selon Pietro Parolin, l'unique cardinal du Congo, décédé en 1977 fut un grand pasteur et serviteur zélé, apôtre de la paix dans l'amour de l'édification. Il a été pour ceux qui l'ont connu un exemple de foi, et reste un exemple pour tous aujourd'hui. « Le monde a besoin d'un modèle, le monde a besoin des athlètes de Dieu comme fut le cardinal Emile Biayenda. Tout en priant pour la cause de sa béatification, prions aussi pour que le peuple congolais tout entier grandisse. L'histoire de votre beau pays, nous enseigne que votre premier président de la République a eu le privilège de confier le Congo à la vierge Marie, ne perdez pas cette grâce », a conclu l'envoyé du pape.

Parfait Wilfried Douniama

## RÉFLEXION

## Les enseignements de la visite du Cardinal Pietro Parolin à Brazzaville

Le fait que le Cardinal Pietro Parolin ait passé quatre jours à Brazzaville la semaine dernière envoie un signal fort à la communauté chrétienne dans son ensemble. Très proche collaborateur du Pape François à Rome, ayant une longue pratique des plus hautes institutions de l'Eglise, rompu de surcroît aux subtilités de la diplomatie à l'échelle planétaire, le secrétaire d'Etat du Saint-Siège a marqué, en effet, de façon claire que le Congo est perçu aujourd'hui par le Vatican comme un acteur essentiel de l'émergence des peuples dans cette partie du monde.

Tous ceux qui ont suivi sur le terrain, jour après jour, les gestes ayant marqué la visite du Cardinal à Brazzaville ont été frappés tout à la fois par la simplicité de l'homme et par l'attention qu'il porte aux réalités du terrain. Même si, bien évidemment, les journalistes que nous sommes n'ont pas assisté aux entretiens officiels ou officieux ayant jalonné son séjour dans la capitale congolaise, ils ont noté tout à la fois sa capacité d'écoute en qualité de ministre des Affaires étrangères du Vatican et sa

parfaite connaissance des dossiers qui lui étaient soumis.

Alors que Pietro Parolin vient de regagner Rome, quels enseignements peut-on tirer à chaud de l'évènement que nous venons de vivre ? Ceux-ci qui ne reposent ni sur des indiscretions, ni sur des confidences mais sur la simple observation des gestes accomplis par le prélat romain durant son séjour à Brazzaville et qui ne sont probablement pas très éloignés de la réalité.

-Le premier de ces enseignements est que l'Eglise catholique a pleinement conscience, aujourd'hui, des dangers qui menacent la paix et la stabilité de la région au cœur de laquelle se trouve le Congo. Parfaitement renseignées sur les risques que portent en elles les haines ethniques et religieuses qui sévissent toujours dans cette partie du monde, ses plus hautes autorités savent que tout doit être mis en œuvre afin de préserver la paix et de prévenir la réédition de génocides semblables à celui qui dévasta le Rwanda il y a vingt ans.

-Le deuxième enseignement résulte de ce que le Congo a su combattre sur son propre sol les mauvais démons qui

l'entraînaient vers le chaos dans les dernières années du siècle précédent. Fort de cette expérience tragique, sa plus haute autorité, le président Denis Sassou N'Guesso est perçu à Rome comme un homme d'Etat qui s'emploie à ramener ou à maintenir la paix partout où elle se trouve menacée en Afrique centrale, avec un succès certain comme on l'a vu en Centrafrique et en République démocratique du Congo. Il convient donc de l'assister dans cette longue et difficile démarche en faveur de la paix.

-Le troisième enseignement tient au fait que l'immense Bassin du Congo, où vit l'une des plus grandes communautés chrétiennes de la planète, doit à tout prix être accompagné lui aussi dans sa longue marche vers le développement. Une assistance matérielle, bien sûr, qui doit être marquée sur le plan social par des initiatives multiples, mais également et plus encore même sur le plan spirituel étant donné l'importance que continuent d'avoir dans cette partie du monde les croyances, les rites, les traditions des différents peuples qui le composent.

De ces différents enseignements res-

sort, pour nous en tout cas, l'idée selon laquelle la visite du Cardinal Pietro Parolin sera sans doute suivie rapidement par des gestes forts du Pape François lui-même qui, bien sûr, se tient informé de ce qui se passe en Afrique centrale et qui, par conséquent, mesure pleinement l'enjeu que celle-ci représente pour l'Eglise catholique. Pour dire les choses clairement mais sans en avoir encore la moindre preuve, elle nous semble préfigurer la venue prochaine du Souverain Pontife sur les deux rives du fleuve Congo.

Les mois à venir diront si ce pronostic est juste, mais il est évident que la visite de quatre jours effectuée la semaine dernière à Brazzaville par le secrétaire d'Etat du Saint-Siège témoigne de l'attention croissante que suscite à Rome l'Afrique centrale. Et aussi, bien sûr, de la volonté des plus hautes autorités de l'Eglise catholique de resserrer leurs liens avec l'Afrique centrale en général, avec le Congo en particulier.

Jean-Paul Pigasse